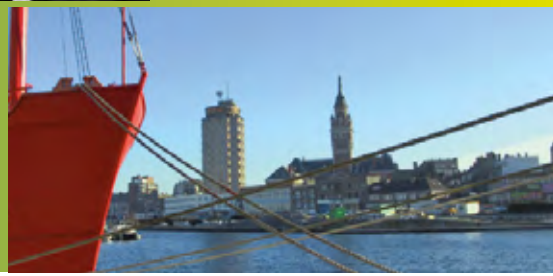
entreprendre ensemble

Rapport d'activités 2017

Accueil et accompagnement
Orientation, Formation, Insertion, Développement solidaire
Entrepreneuriat et Economie Sociale et Solidaire



L'Europe s'engage en Hauts-de-France
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Région Hauts-de-France
Nord le Département
Dunkerque Grand Littoral
UNION EUROPÉENNE
interreg

Mesdames, Messieurs,

Je tiens, tout d'abord, à avoir une pensée pour Pierre Verharne, premier directeur de la Mission Locale de Dunkerque, qui nous a quittés le 31 mai 2018. Nous aurions souhaité fêter, en 2019, les 30 ans d'Entreprendre Ensemble avec lui.

Notre association, en cette année 2017, a connu de nombreux changements organisationnels et opérationnels. Depuis l'été, à la suite du changement de directeur général, nous avons voulu réduire le nombre de lignes managériales pour plus de réactivité et de proximité avec les équipes et privilégier la gestion de l'accompagnement des chercheurs d'emploi plutôt qu'une approche par dispositif. Depuis 2014, l'innovation, l'agilité et le management par projet sont les piliers de la politique stratégique de notre association.
Le lancement du Plan d'investissement "Compétences" par le gouvernement confirme, s'il en était encore besoin, qu'il nous est indispensable de favoriser l'expérimentation, l'innovation et la modernité au profit d'une offre de services adaptée aux besoins des acteurs économiques et des demandeurs d'emploi.
Les multiples rencontres avec les partenaires, les salariés et les administrateurs, en cette fin d'année 2017, ont d'ailleurs permis d'élaborer des nouveaux projets.
Tout d'abord, une nouvelle identité avec un logo et une charte graphique modernisés a accompagné la présence d'Entreprendre Ensemble sur les réseaux sociaux. Comme je vous l'avais annoncé l'année dernière, une nouvelle version du site internet a été inaugurée en février dernier. Ces outils de communication contiennent de véritables services, renforcent la proximité et permettent de garder un lien permanent avec les personnes accompagnées.

Ensuite, ensemble, nous avons défini une méthode d'accompagnement garantissant une qualité de services équivalente sur l'ensemble du territoire de la Communauté Urbaine. Ces réflexions ont ouvert de nouveaux chantiers sur le thème de l'orientation professionnelle, sur l'accueil dans les antennes, sur l'accessibilité des jeunes aux dispositifs de formation.

Le partenariat

Le partenariat est essentiel. Les États Généraux de l'Emploi Local ont démontré qu'en mobilisant tous les acteurs du territoire, des emplois privés se créent, des entreprises s'implantent, et des projets de développement aboutissent.

Le Dk Job Alternance illustre également l'importance du partenariat. Les 3 000 visiteurs de l'Édition 2018 ont pu apprécier le village de l'Industrie, les démonstrations des Centres de Formation des apprentis, les offres d'emploi des entreprises et l'ensemble de l'offre de services de notre structure.
Le département "Entrepreneuriat" s'est développé dans cet esprit. Le Club de l'Économie Sociale et Solidaire, la sensibilisation des jeunes à la création d'entreprise, et le développement de l'esprit d'Entreprendre dans les quartiers sont le fruit d'un travail partenarial avec les institutions comme l'État, la Région ou la CUD, et avec les acteurs de la communauté entrepreneuriale.

Les résultats de l'année 2017

Les objectifs de mobilisation des mesures ont été atteints sur l'ensemble des dispositifs et ont permis d'injecter plus de 2.5 millions d'euros d'aides pour les jeunes de la Mission Locale.
Le nombre de personnes accompagnées a connu une croissance de 20 % chez les adultes et une baisse de 5 % chez les jeunes. Cette diminution est préoccupante et doit nous amener à nous interroger sur nos pratiques et notre offre de services.
À la suite d'une augmentation de 64 % des places, la Garantie Jeunes a été généralisée sur l'ensemble du territoire de la Mission Locale. Cette progression a eu des conséquences sur le nombre de positionnements sur l'École de la Deuxième Chance.

Nous avons également enregistré une baisse des entrées en formation pour les jeunes de la Mission Locale.
Quant aux placements en emploi, ils ont progressé sensiblement notamment sur le dispositif du PLIE avec une progression de 40 % sur les signatures de contrats de travail (hors contrats aidés).

En effet, 5 287 contrats de travail ont été signés par les participants du PLIE dont plus de 2 000 CDD et CDI. La Mission Locale a également enregistré une augmentation sensible des contrats de travail passant de 4 743 contrats en 2016 à 7 109 contrats en 2017 soit une augmentation de 50 %.

En 2018

Ces résultats contrastés nous rappellent que notre environnement évolue, que les besoins et les comportements des demandeurs d'emploi changent, et qu'il est donc, indispensable, de sortir de sa zone de confort en expérimentant et innovant en permanence.
Notre organisation favorise le fonctionnement et le management en mode projet. Nous nous devons de :

- *animer des projets d'antenne sur chaque territoire ;*
- *répondre aux besoins en matière de logement, de mobilité, de formation ;*
- *investir les quartiers les plus en difficulté ;*
- *créer une offre de services favorisant l'orientation professionnelle ;*
- *sortir de nos murs pour aller à la rencontre des partenaires et des entreprises ;*
- *intégrer des outils numériques dans nos démarches d'accompagnement ;*
- *développer les clauses insertion, les immersions, les conventionnements et tout outil qui favorisera le rapprochement des demandeurs d'emploi avec les entreprises.*

Je tiens à terminer ce rapport moral par des remerciements à l'ensemble des financeurs, des partenaires, des membres du Conseil d'Administration et à l'ensemble des salariés de notre belle association qui œuvrent quotidiennement pour que l'ensemble de nos concitoyens trouvent le chemin de la réussite personnelle et professionnelle.

Jean-Yves Fremont,
Président d'Entreprendre Ensemble

entreprendre ensemble

Les missions de l'association au service des territoires :

➜ ***accompagner les publics dans leur insertion sociale et professionnelle***

Pour les jeunes :

- ***la Mission Locale ;***
- ***le Bureau Information Jeunesse ;***
- ***l'e2c Côte d'Opale.***

- ***la Plateforme Territoriale Proch'Emploi Flandre-Dunkerque***

Pour les publics éloignés de l'emploi :

- ***Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.***

➜ ***accompagner le développement de l'emploi sur le territoire***

- ***la Maison de l'Emploi ;***
- ***l'Espace info formation ;***
- ***la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire.***

Avec tous nos remerciements à l'ensemble des élus et des partenaires qui ont permis le développement de nos actions, ainsi qu'à l'ensemble des équipes.

Arnaud Declunder
Directeur général d'Entreprendre Ensemble

Sommaire

L'organisation 5
Les ressources humaines 5
Les finances 7

La Mission Locale 8
L'école de la 2e chance Côte d'Opale 15
La Plateforme Territoriale Proch'Emploi Flandre-Dunkerque 17

Le Plan Local pour l'Insertion pour l'Emploi (PLIE) 18

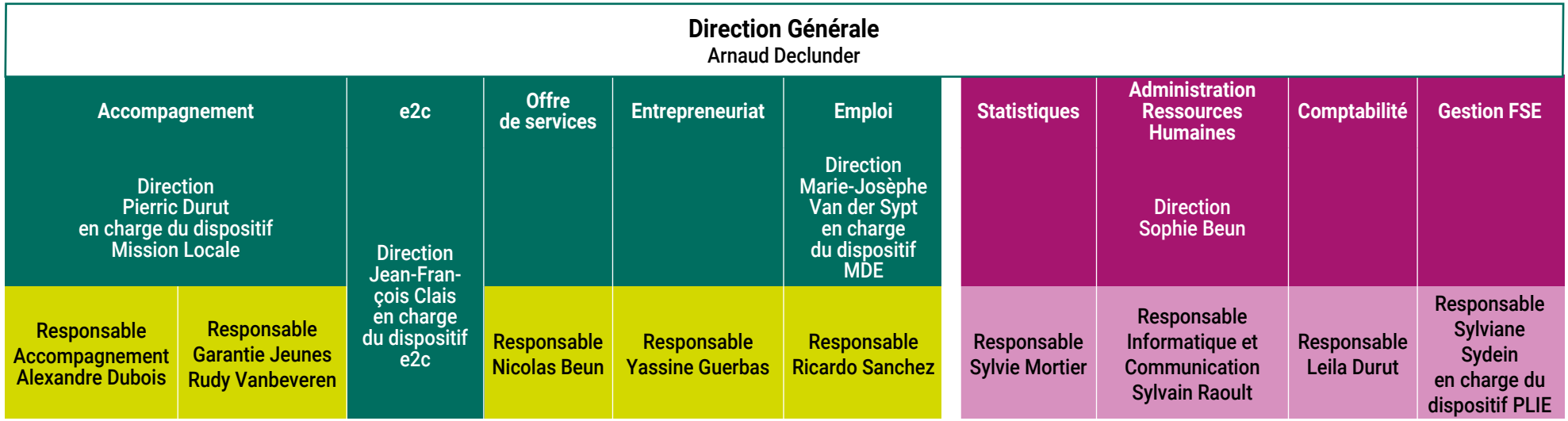
La Maison de l'Emploi 23

L'offre de services 29

L'entrepreneuriat 32

Orientations 2018 35

L'organisation



Les ressources humaines

Les postes

Pour la réalisation de son action, l'association Entreprendre Ensemble s'appuie sur ses salariés et sur des salariés mis à disposition par des collectivités ou associations.

	2016	2017
Salariés EE	**152**	**150**
Salariés mis à disposition	**6**	**7**
Totaux	**158**	**157**

Les effectifs

Au 31/12/17, l'association compte 154 salariés dont 6 ont été embauchés pour faire face à des absences (Maternité, Maladie, Inaptitude temporaire). L'effectif mensuel moyen de l'association est de 155 salariés (148,67 ETP).

Équivalent temps plein	148,23	% cadres	14,29 %
femmes	78,57 %	% CDI	78,58 %
travailleurs handicapés	7,79 %	% temps partiel	17,53 %

Sorties	**17**	**Entrées**	**274**
dont CDI	6	dont CDI	0
dont CDD	11	dont CDD	24
dont emplois aidés	4	dont emplois aidés	6

Mouvements de personnel importants

17 salariés sont sortis au cours de l'année : 6 salariés en CDI (3 ruptures conventionnelles, 2 départs en retraite, 1 démission), 11 salariés en CDD (6 fins de contrat, 2 ruptures d'un commun accord, 3 ruptures anticipées).
24 salariés ont été recrutés au cours de l'année 2017 : 13 en lien avec les créations de poste, 2 en remplacement de salariés sortis, 9 en remplacement de salariés absents.

Augmentation de la part des hommes dans les embauches

Les hommes représentent un peu plus de 29 % des embauches en 2017 (15 % en 2016) ; ce qui démontre notre engagement en faveur de la mixité. En effet, l'accord portant sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, signé en 2017, prévoit dans son premier objectif, l'embauche, à compétences égales, d'hommes employés

notamment sur les métiers d'assistance, d'accueil et d'accompagnement. Ces embauches doivent représenter à terme 50 % du total des embauches.

➜ Les rémunérations

Rapport entre hauts et bas salaires en baisse

Les 10 % des salariés les mieux rémunérés de notre association gagnent 2,27 fois plus que les 10 % des salariés les moins bien rémunérés (2,31 en 2016).

Promotion salariale et professionnelle

En 2017, 23 salariés ont bénéficié d'une évolution salariale individuelle. Parmi eux, 5 salariés ont été promus. L'effort a été concentré sur les postes de conseillers en insertion professionnelle et sur les postes de managers de proximité. 61 % des salariés ayant bénéficié d'une évolution salariale étaient des femmes employées.

➜ *La qualité de vie au travail*

Journée de regroupement

Cette journée de regroupement a été placée sous l'angle de la qualité de vie au travail. La matinée a été organisée autour d'une dizaine d'espaces de discussion sur le travail. Les salariés ont pu identifier des pistes de travail communes autour des grands enjeux de notre projet associatif. L'après-midi était consacrée à des ateliers qui ont permis, de manière ludique, d'aborder les questions d'organisation du travail, de management, de cohésion d'équipe et de santé au travail (*team-building*, forum santé, *serious game*).

Chief Happiness Officer

Deux collègues ont développé, depuis septembre 2017, des actions de bien-être au travail. Un agenda mensuel recense les activités proposées sur les pauses méridiennes, en soirée ou le week-end. Ainsi, les salariés ont pu, en 2017, bénéficier de modules de détente, de yoga, de pilates, d'abdos-fessiers, de boxe thaï. Ils ont aussi pu intégrer la chorale, découvrir la fabrication de cosmétiques bio ou s'affronter dans un défi culinaire.

➜ La gestion et le développement des compétences

Mise en œuvre des entretiens professionnels

90 entretiens réalisés par une équipe dédiée de salariés volontaires en renfort de l'équipe RH. Ces entretiens professionnels ont été le déclencheur des entrées en formation, des VAE individuelles et collectives, de mobilités internes, parfois suite à des immersions.

Mobilisation en faveur de la formation et de la qualification

75 salariés ont bénéficié de 3 487 heures de formation. Parmi ces salariés, 13 ont suivi des parcours qualifiants via la formation ou la VAE.

En 2017, Entreprendre Ensemble a mis en place **une VAE collective Titre professionnel CIP** pour 6 conseillers.

Un accompagnement collectif de 45 heures sur le temps de travail a été proposé en complément de l'accompagnement de 11 heures réalisé par l'AFPA de Dunkerque pour chaque stagiaire. Dans le cadre d'un regroupement mensuel, les conseillers ont été accompagnés, par une tutrice formatrice à l'e2c, dans leurs écrits professionnels. Parallèlement, deux conseillers ont aidé leurs collègues à préparer le passage devant le jury.

➜ Informatique et communication

Au-delà de la maintenance d'un parc informatique de plus en plus conséquent, le service Informatique et communication accompagne la mise en œuvre du projet associatif.

Une nouvelle identité visuelle

Un nouveau logo et une nouvelle charte graphique permettront à l'association de communiquer plus facilement auprès des usagers et de revoir la signalétique des différents sites.

Les e-services

L'association a engagé en 2017 le développement d'une offre de services numériques. Entreprendre Ensemble est présente sur les réseaux sociaux, notamment via sa page Facebook. Les usagers y trouvent de l'information sur notre offre de services et des offres d'emploi.

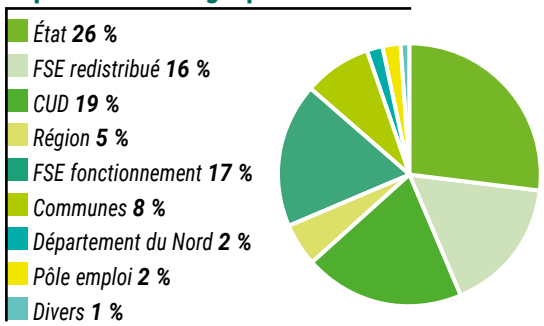
L'accessibilité des données

Les conseillers stockent dès à présent les documents administratifs dans un cartable numérique qui sera accessible en 2018 aux usagers.

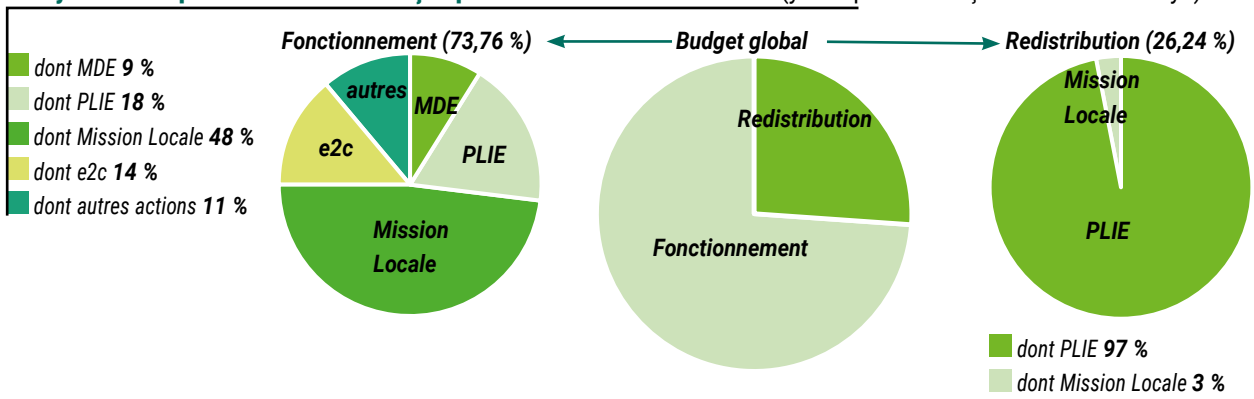
Les finances

Les comptes de l'association se répartissent de la manière suivante :
Total des charges : 7 923 318 €
Total des recettes : 7 925 334 €
L'exercice 2017 se solde par un excédent de 2 016 €.
La masse salariale a augmenté de 240 000 € pour atteindre le montant de 5 774 111 €. 148,67 ETP, répartis sur 159 postes ont été mobilisés pour répondre à l'ensemble des challenges. Il est à noter que la structure a bénéficié d'un Crédit d'impôt sur la Taxe sur les salaires de plus de 100 000 €.
Les autres charges ont été maîtrisées et la variation entre 2016 et 2017 n'est pas significative. Pour autant des postes de dépenses, comme les locations immobilières, le crédit-bail matériel informatique, ou le personnel détaché, ont progressé. De fait, d'autres dépenses comme les honoraires, frais accès réseau, sous-traitance ML ont diminué.
La situation de la trésorerie ne permet pas de générer des produits financiers et par conséquence, nous enregistrons 3 942 € de charges financières. L'optimisation de la gestion de la trésorerie a permis de baisser ces charges de 4 250 €.
Les produits d'exploitation s'élèvent à 7 734 476 € et connaissent une progression de 4,67 %. La Garantie Jeunes est l'action qui a connu une très grande augmentation avec 200 places supplémentaires.
Nous avons bénéficié d'une subvention complémentaire exceptionnelle de la part de la CUD (2 110 000 € dont 200 000 € fonds roulement). En ce qui concerne les autres financeurs, les variations entre 2016 et 2017 ne sont pas significatives. Elles le seront par contre en 2018 avec la baisse de 50 000 € de la Subvention de la Direccte pour la Mission Locale, de 120 000 € de la Direccte pour la Maison de l'Emploi, de 96 000 € de la part du département…
Dans les autres recettes, il faut noter une augmentation des aides versées par l'ASP pour 40 000 € et une augmentation des versements de la prévoyance pour 18 000 € soit 62 % d'augmentation.
En ce qui concerne le bilan de l'association, il faut souligner une augmentation des autres réserves. En effet, nous réaffectons 200 000 € de la subvention de la CUD en fonds associatifs afin de se doter d'un fonds de roulement.
Toujours au passif, nous constatons dans les autres dettes, une augmentation de près de 2 millions d'euros. Il s'agit d'une cession de la convention CUD 2018 cédée le 7 décembre 2017.
Parallèlement à cela, les disponibilités s'élèvent à 700 000 € dont 600 000 € résultant d'une cession de créances. La gestion de la trésorerie reste une préoccupation quotidienne importante pour le service comptabilité et la direction générale.
Les créances ont évolué de par la cession d'une créance éligible en 2018. En 2017, nous avons commencé à encaisser le FSE des années 2015 et 2016.

Répartition du budget par financeur



Analyse de la répartition des fonds reçus par l'association : 9 905 943 € (y compris FSE reçu au PLIE via Adulys)



La Mission Locale

Une mission

Entreprendre Ensemble la Mission Locale assure une mission d'accueil et d'accompagnement des jeunes de 16 à 26 ans non scolarisés dans une perspective d'insertion sociale et professionnelle. Elle prend en compte les jeunes dans leur globalité et a pour objectif de leur apporter des réponses adaptées à l'ensemble des demandes formulées en termes d'accès à l'emploi, à la formation, à la santé, à la mobilité, au logement et aux loisirs.

Un savoir-faire

L'activité d'Entreprendre Ensemble La Mission Locale se décline de la manière suivante :

- accueil, information, orientation ;
- accompagnement des parcours d'insertion ;
- développement d'actions pour favoriser l'accès à l'emploi ;
- expertise et observation active du territoire ;
- ingénierie de projet et animation locale au service de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

L'année 2017 a été marquée par la refonte de la méthode d'accompagnement de nos publics.
Nous avons lancé en 2017 des groupes de travail réunissant l'ensemble des salariés en charge de l'accompagnement des publics dans l'objectif de mettre en place le nouvel accompagnement d'Entreprendre Ensemble.
Six grands sujets ont été animés et ont fait l'objet d'un travail collaboratif nous permettant de qualifier notre nouvel accompagnement et sa communication:

- 1/ La définition de l'accompagnement au sein d'Entreprendre Ensemble ;
- 2/ L'harmonisation de la phase de premier accueil de nos publics et du diagnostic qui en découle ;
- 3/ Le partage des grandes étapes de l'accompagnement vers une culture associative commune ;
- 4/ Mieux communiquer sur notre offre de services et notre visibilité ;
- 5/ Redéfinir les liaisons entre nos accompagnements par un travail pluridisciplinaire ;
- 6/ Les attentes de nos publics en termes de postures professionnelles.

Le territoire d'intervention

Les chiffres clés

***6 865** jeunes ont été en contact avec un(e) conseiller(e) de la Mission Locale au cours de l'année 2017,*
*dont **5 692** jeunes reçus en entretien, pour **48 325** entretiens.*

L'accueil

Un premier accueil immédiat est proposé aux jeunes par le chargé d'accueil qui a pour mission de recevoir leurs demandes et de les accompagner dans l'utilisation des services proposés en accès direct au sein d'un espace ressources comportant :

- un espace documentaire ;
- un espace offres d'emploi ;
- un espace informatique (outil pour la recherche d'emploi).

Après analyse de la demande, le chargé d'accueil peut orienter le jeune vers un Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP).Après analyse de la demande, le chargé d'accueil peut orienter le jeune vers un Conseiller en Insertion Professionnelle (CIP).

L'accompagnement

L'accompagnement des jeunes est réalisé par des Conseillers en Insertion Professionnelle au sein des antennes d'Entreprendre Ensemble la Mission Locale.
Entreprendre Ensemble exerce une mission de service public de proximité reconnue par le service public de l'emploi et par le service public de l'orientation.
L'accompagnement permet de lever les freins en mobilisant l'offre de services qui permettra d'accéder à une étape emploi ou formation.
C'est un accompagnement, une écoute, une compréhension et un

respect des valeurs de la personne, mais c'est aussi permettre à celle-ci d'accéder aux outils qui favorisent la co-construction de son autonomie.
L'accompagnement doit prendre en compte le bénéficiaire dans sa globalité, identifier ses demandes et ses problématiques, diagnostiquer la mise en œuvre des étapes adaptées, proposer et partager avec le bénéficiaire des étapes à mobiliser dans une posture professionnelle neutre et dynamisante.

L'harmonisation de la phase de premier accueil de nos publics et du diagnostic qui en découle.
Le diagnostic est un préalable à l'accompagnement. C'est un temps d'échanges avec le public accueilli permettant de faire "un état des lieux" de sa situation à l'instant T, et ce, dans un climat de confiance.
Il s'agira au cours des échanges de faciliter l'expression de manière à poser et analyser les besoins, les problématiques liées à son quotidien, sa santé, ses relations, sa formation, ses différentes expériences professionnelles, ses projets, ses envies, ses centres d'intérêt, ses forces, ses faiblesses.
L'entretien de premier accueil et de diagnostic peut être réalisé sur plusieurs entretiens.

Les grandes séries de questions permettant le diagnostic au sens de la Mission Locale ont été définies afin d'outiller les conseillers en Insertion Professionnelle.

Le partage des grandes étapes de l'accompagnement vers une culture associative commune.
Les étapes primaires :
- ➜ Premier accueil et diagnostic
- ➜ Remobilisation et découverte
- ➜ Définition et validation du projet
- ➜ Acquisition de compétences
- ➜ Accompagnement vers l'emploi
- ➜ Accompagnement dans l'emploi

Les étapes secondaires ou transversales :
Aides financières, santé, mobilité, droits et aides administratives, (loisirs, sport, culture), logement, citoyenneté et volontariat.

Mieux communiquer sur notre offre de services et notre visibilité.
Derrière chaque étape nous avons réalisé un travail de repérage des offres de services internes et externes à notre association permettant aux jeunes de mieux se situer dans leurs parcours au sein de notre accompagnement Mission Locale. Ce travail favorise aussi la communication interne, la formation des nouveaux salariés et notre visibilité partenariale et conventionnelle.

Redéfinir les liaisons entre nos accompagnements pour un travail pluridisciplinaire.
Nous avons fait le constat lors de nos groupes de travail que certains services en charge de l'accompagnement ne travaillaient pas en équipe pluridisciplinaire notamment entre les conseillers référents de parcours et les conseillers référents d'une étape de parcours.
De ce fait nous avons revu les modes de collaboration entre nos accompagnements renforcés.

Les accompagnements de la Mission Locale sont :
- ➜ Le PACEA (24 mois)
- ➜ La Garantie Jeunes (12 mois)
- ➜ Les conseillers emploi (IEJ 4 mois)
- ➜ Le Parrainage (6 mois)
- ➜ L'e2c (8 mois)

Nous avons organisé des principes permettant aux différents collaborateurs de qualifier la coconstruction des parcours puisque par exemple 15 % du temps de travail des conseillers des antennes de Missions Locale est désormais consacré à l'accompagnement de la Garantie Jeunes favorisant ainsi le travail de collaboration en équipe pluridisciplinaire avec pour objectif un accompagnement qualitatif vers l'autonomie et l'emploi et éviter la rupture à la sortir de la garantie jeune.

Les attentes de nos publics en termes de postures professionnelles.
Enfin, lors de nos séances de travail, nous avons travaillé sur la posture professionnelle afin de mettre en adéquation nos compétences au service des compétences des publics accompagnés.

➜ Caractéristiques des jeunes accompagnés

***5 692** jeunes reçus en entretien,*
***47 %** du public accompagné sont des femmes,*
***3,6 %** de jeunes sont mineurs (2,75 % en 2016),*
***56,1 %** des jeunes ont un niveau inférieur au CAP/BEP,*
***26,5 %** des jeunes disposent d'un logement autonome,*
***42 %** du public a le permis de conduire (44 % en 2016),*
***39,5 %** des jeunes possèdent un moyen de locomotion autonome (auto, moto, scooter)*
***10 %** des jeunes ont un ou plusieurs enfants.*

➜ Les propositions faites aux jeunes

Les propositions faites aux jeunes lors des entretiens individuels sont répertoriées en 3 domaines (Professionnel / Social / Vie Sociale) et déclinées en 7 thèmes (accès à l'emploi / formation / projet professionnel / logement / santé / citoyenneté / Loisirs, sport, culture).
Nombre de propositions : 116 537, pour 6 120 jeunes.

➜ Les mesures d'accès à l'emploi et à la formation

Les propositions faites aux jeunes déclenchent des changements de situations pour les jeunes en accompagnement tout au long de l'année :
Nombre de mesures d'accès à l'emploi et à la formation : 9 605

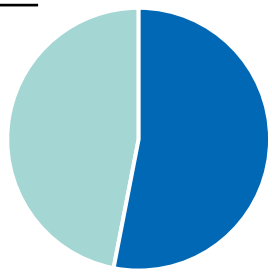
***38** salariés assurent l'accueil et l'accompagnement des jeunes en antenne de proximité soit :*
***9** chargés d'accueil et **29** Conseillers en Insertion Professionnelle pour **11** antennes dont **8** en zone urbaine.*

➜ Les jeunes en accompagnement : 5 692

Jeunes ayant bénéficié d'au moins un entretien dans l'année.

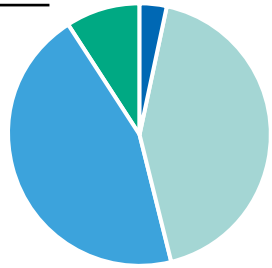
Sexe

- *hommes **3 035***
- *femmes **2 657***



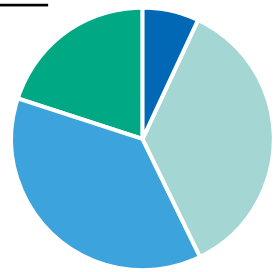
Tranches d'âge

- *16/17 ans **206***
- *18/21 ans **2 429***
- *22/25 ans **2 565***
- *26 et + **509***



Niveau de formation

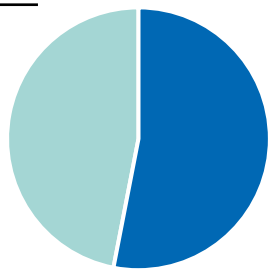
- *Niveau I, II et III **414***
- *Niveau IV **2 082***
- *Niveau V **2 170***
- *Niveau V bis et VI **1 160***



➜ Les jeunes accueillis pour la première fois en 2017 : 1 728

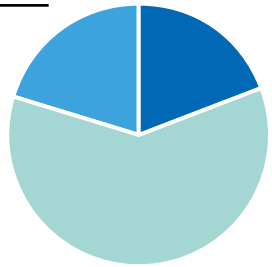
Sexe

- *hommes **921***
- *femmes **807***



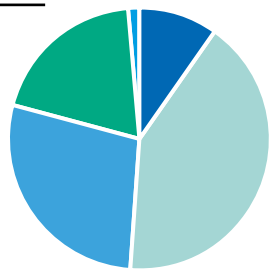
Tranches d'âge

- *16/17 ans **334***
- *18/21 ans **1 045***
- *22/25 ans **349***



Niveau de formation

- *Niveau I, II et III **170***
  Études supérieures
- *Niveau IV **714***
  Niveau BAC (Année terminale diplôme obtenu ou non)
- *Niveau V **486***
  CAP / BEP
- *Niveau V bis et VI **335***
  Sans diplôme
- *Niveau non précisé **23***



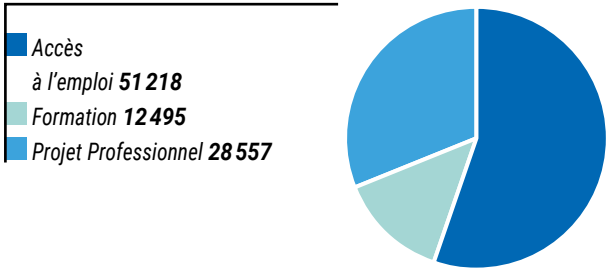
➜ Les propositions

Les propositions faites aux jeunes lors des entretiens individuels sont répertoriées en 3 domaines (Professionnel/ Social / Vie Sociale) et déclinées en 7 thèmes (accès à l'emploi / formation / projet professionnel / logement / santé / citoyenneté / Loisirs, sport, culture).

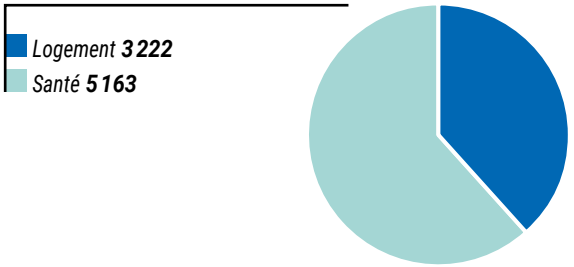
79 % de propositions de types "appui au projet professionnel, formation et accès à l'emploi".

Nombre de propositions : 116 537 pour 6 120 jeunes.

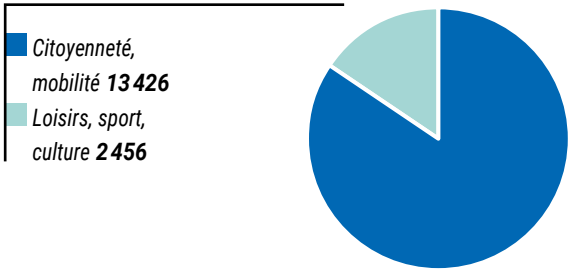
Domaine professionnel : 92 270



Domaine social : 8 385



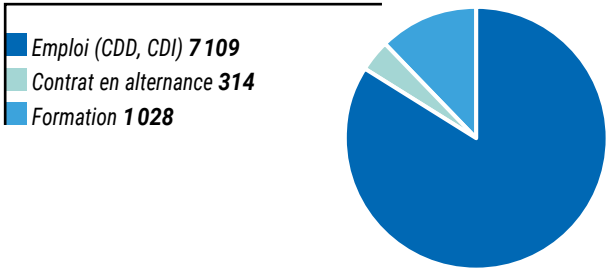
Domaine vie sociale : 15 882



➜ Les mesures

Les propositions faites aux jeunes déclenchent des changements de situations pour les jeunes en accompagnement tout au long de l'année.

Nombre de mesures emploi / formation : 9 605 pour 3 724 jeunes



➜ Les aides financières

En 2017, **les aides financières reversées aux jeunes** (allocation, subsistance, transport, vêture professionnelle, mobilité, formation, projets d'utilité sociale ou de création d'entreprise…) ont été de **2 542 141,55 €**.

- ***Les aides du FDAJ*** *(financeur : Conseil Départemental du Nord)* ***> 315 aides accordées*** *(66 549 €)* ***;***
- ***Les allocations Garantie Jeunes*** *(financeur : État)* ***> 673 jeunes concernés*** *(2 299 726,55 €)* ***;***
- ***Les aides Initiative pour l'Emploi des Jeunes*** *(financeur : FSE)* ***> 44 jeunes ont bénéficié des aides directes à la vêture, au transport et à la subsistance*** *(24 629 €)* ***;***
- ***Les aides ponctuelles dans le cadre du PACEA ont concerné 1 114 jeunes pour 119 237 € (aide à l'accès aux contrats de travail, aux contrats aidés, au volontariat, au PMSMP, au parrainage, à la candidathèque, à Équipe Ton Parcours, aides au logement, au sport et au bénévolat…)***
- ***Le microcrédit personnel : 1 demande validée*** *(4 000 €)* ***;***
- ***Le CLAP pour la création d'entreprise ou d'actions socioculturelles*** *(financeur : Région)* ***> 20 jeunes accompagnés de moins de 26 ans*** *(14 000 €)* ***;***
- ***Les aides pour l'accès aux vacances*** *(financeur : État)* ***> 64 bourses / 88 jeunes*** *(11 520 €).*

➜ L'alternance

La promotion de l'alternance est une priorité du territoire dunkerquois et par conséquent de la Mission Locale de Dunkerque.

Depuis plusieurs années, la Mission Locale a développé des liens étroits avec les acteurs de l'alternance (et plus particulièrement les acteurs de l'apprentissage) qui sont implantés sur le bassin d'emploi (chambres consulaires, organismes de formations, centres de formations d'apprentis, Pôle emploi…).

Ce travail de partenariat permet de mobiliser au quotidien les offres de services respectives au bénéfice des employeurs et des jeunes demandeurs d'emploi.

Ces offres de services mutualisées se traduisent en actions de sensibilisation, d'information et de recrutement.

En 2017, 36 actions liées à la promotion de l'alternance ont permis de sensibiliser plus de 640 jeunes accompagnés par la Mission Locale de Dunkerque. 300 contrats en alternance ont été signés.

Le mercredi 22 mars 2017, au Kursaal de Dunkerque, s'est

tenu le premier Dk Job'alternance organisé par la Ville de Dunkerque et Entreprendre Ensemble en partenariat avec Pôle emploi. Cette manifestation, inscrite dans le cadre de la campagne nationale de promotion de l'alternance et de la semaine nationale des Missions Locales, a connu un vrai succès puisque plus de 2000 visiteurs ont participé au Dk Job'alternance.
Pour cette première édition, une soixantaine d'exposants représentant huit secteurs d'activités différents étaient présents afin de valoriser et promouvoir l'alternance auprès des jeunes :

- Bâtiment,
- Industrie-Energie,
- Hôtellerie-Restauration/Métiers de bouche,
- Commerce/Vente/Distribution,
- Jardins-Espaces verts / Horticulture/Environnement,
- Transport/Logistique,
- Artisanat,
- Mécanique Auto/Transport public

Dk Job Alternance 2017

➜ Les emplois d'avenir

le déploiement et l'accompagnement des jeunes pendant l'étape, de l'intégration à la sortie

➜ Axe 1 : Le déploiement des mesures contrats aidés

L'action de promotion et d'accompagnement des emplois d'avenir s'est inscrite dans la continuité des actions mises en œuvre depuis 2016, en poursuivant l'appui au recrutement des employeurs dans des secteurs d'activité investis jusqu'alors dans le dispositif (cliniques/ hôpitaux, EHPAD, associations sportives, communes, associations d'aide à domicile…). Bien évidemment, les employeurs du secteur marchand ont été informés du dispositif et de ses avantages en termes de gestion de leurs ressources humaines (contrat de 3 ans, formation).

En 2017 : 320 contrats Emploi d'Avenir dont 141 nouveaux ont été signés. Il est à noter que la mesure Emploi d'Avenir s'est arrêtée au 30 juin 2017 pour les nouveaux contrats et au cours du 3e trimestre 2017 pour les renouvellements.

➜ Axe 2 : L'accompagnement des salariés dans l'emploi

Les jeunes en Emploi d'Avenir et les employeurs sont accompagnés par 2 conseillères en insertion professionnelle tout au long du contrat. Elles sont tenues au minimum à 5 entretiens obligatoires sur les 3 ans sur le lieu de travail, sinon elles interviennent autant que de besoin en appui des tuteurs. L'objectif étant de :

- s'assurer d'une intégration réussie dans l'emploi ;
- construire le projet de formation ;
- accompagner la mise en œuvre du projet professionnel ;
- accompagner le renouvellement.

➜ Axe 3 : La professionnalisation des salariés en contrat aidé

L'apport complémentaire d'Entreprendre Ensemble a consisté à :

- L'appui à la mise en œuvre de formations par les employeurs (aide à l'ingénierie de formation) ;
- La mobilisation du fonds de professionnalisation de la CUD au co-financement des formations :
  - Informer, conseiller et accompagner les employeurs sur les formations, les organismes de formation et les différentes sources et articulations de financements possibles ;
  - Mutualiser des besoins pour créer et délocaliser des actions de formation ;
  - Co-financer des formations professionnalisantes ou diplômantes.

En 2017, le fonds de professionnalisation de la CUD a permis la formation de 37 salariés en Emploi d'Avenir pour un montant de formation de plus de 61 599 € et un co-financement à hauteur de 16 890 €.

➜ Axe 4 : L'accompagnement des salariés et des employeurs à la fin de contrat

L'accompagnement à la fin de contrat repose essentiellement sur le bilan final tri partite réalisé entre 3 et 2 mois avant la sortie du dispositif. 93 % des 140 Emplois d'Avenir sortis en 2017 après 3 ans de contrat ont bénéficié de leur bilan final tri partite. Ces 140 jeunes en fin d'Emploi d'Avenir pouvaient bénéficier 6 mois avant la sortie de :
1 – **La validation et valorisation des compétences** : grâce à l'Attestation de Compétences qui aide à la valorisation de l'expérience et des compétences acquises, le jeune peut l'utiliser comme lettre de recommandation.

2- **De l'offre de services de la Mission Locale** : animée par les équipes d'Entreprendre Ensemble, elle est prescrite directement par les employeurs ou par les conseillères et comprend : a- le dispositif Équipe ton Parcours qui comprend un diagnostic social et professionnel et/ou des modules à la carte ; b- le Parrainage.

3- **Des offres d'emploi collectées par le Département Emploi d'Entreprendre Ensemble**

4 – L'anticipation de la reprise d'accompagnement post fin de contrat : selon le profil des salariés identifiés, un travail d'anticipations et d'orientations est réalisé afin d'orienter le salarié vers le dispositif d'accompagnement adéquat : Mission Locale ou IEJ pour les – de 26 ans et accompagnement PLIE pour les + 26 ans.

En 2017, 64 des 140 jeunes ayant terminé leur parcours de 3 ans en Emploi d'Avenir ont eu accès à un emploi durable ou une formation 1 mois après leur fin de contrat. Parmi ces 64 jeunes en Emploi d'Avenir, 55 ont été pérennisés dans leur emploi.

➜ La Médiation à l'emploi

➜ Les Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel

Toute personne accompagnée dans une démarche d'insertion sociale ou professionnelle, et quels que soient son statut, son âge ou ses supports d'accompagnement, peut mobiliser au cours d'un parcours d'insertion des périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP).

Les PMSMP doivent servir utilement les parcours d'accès à l'emploi et de sécurisation professionnelle des bénéficiaires, en leur permettant :

- ➜ soit un accès direct à l'emploi, par la transformation de ces périodes en opportunité de travail et d'offre d'emploi ;
- ➜ soit la mise en œuvre d'actions concourant progressivement à l'accès à l'emploi : levée des freins périphériques identifiés lors de ces périodes, accès à une formation, à d'autres expériences professionnelles, etc.

Pour **le jeune**, cela lui permet de :

- ➜ découvrir une entreprise, un secteur d'activité et un métier ;
- ➜ **confirmer un projet professionnel** ;
- ➜ faire valoir ses compétences ;
- ➜ **créer un réseau d'entreprise** ;
- ➜ **faire un essai avant emploi** ;
- ➜ décrocher un contrat de travail.

Pour **l'entreprise**, cela lui permet de :

- ➜ communiquer sur son activité ;
- ➜ partager ses valeurs ;
- ➜ valoriser son savoir-faire ;
- ➜ repérer des candidats et recruter en confiance.

Conclue pour une durée maximale de deux semaines renouvelables (de date à date), une PMSMP peut être effectuée de manière continue ou discontinue.

En 2017, la Mission Locale a mis en œuvre 760 PMSMP, 117 contrats de travail ont été signés grâce à cette mesure.

➜ Le Parrainage

Le Parrainage est une action d'accompagnement d'une durée de 2 à 6 mois renouvelable une fois. Le positionnement des jeunes est réalisé par l'ensemble des Conseillers en Insertion Professionnelle des antennes d'Entreprendre Ensemble de la Mission Locale.

Cet accompagnement est effectué par des professionnels bénévoles actifs ou retraités (un réseau de 45 parrains et marraines) issus de différents secteurs d'activité (bâtiment, industrie, logistique, tertiaire…) et ayant une bonne connaissance du tissu économique local.

Le parrain s'engage à rencontrer régulièrement les jeunes lors d'entretiens individuels pour partager son expérience du monde de l'entreprise et les aider dans leurs démarches de recherche d'emploi. L'objectif étant d'optimiser les outils et les techniques de recherche d'emploi (simulation d'entretien professionnel, analyse du CV et des lettres de motivation, écoute, coaching, etc.).

Des rencontres sont organisées pour favoriser les échanges du réseau et avec les Conseillers en Insertion Professionnelle de la Mission Locale dans l'objectif de partager leurs expériences et d'améliorer le dispositif.

Le dispositif Parrainage mis en place sur le territoire montre des résultats encourageants en termes d'accès à l'emploi et à la formation professionnelle.

Entrées Parrainage : 102 places en 2017

Parrainage Jeune **82 places** (42 État - 40 IEJ)	*Parrainage adulte* **20 places**
76 entrées réalisées	**19 entrées réalisées**
soit 93 % de l'objectif atteint	soit 95 % de l'objectif atteint
216 entretiens *	40 entretiens *
49 femmes - 27 hommes	10 femmes - 9 hommes

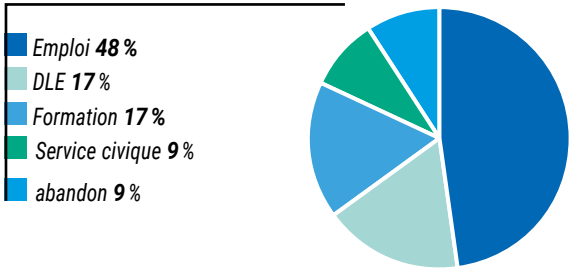
** entretiens comptabilisés avec les parrains marraines*

76 sorties du Parrainage Jeunes au 30/03/2018

48 % en emploi et 17 % en formation	
CDI	4
CDD - 6 mois	17
CDD + 6 mois	11
Contrat en alternance	4
Emploi d'Avenir	1
Formation	13
Service civique	6
Demandeur d'emploi	13
DEM-mat	2
Abandon	5

Il reste encore 2 jeunes en suivi en 04/2018

Les sorties du Parrainage Jeunes



➜ L'Initiative pour l'Emploi des jeunes (IEJ)

Cette action est mise en œuvre avec le soutien de l'Union Européenne pour des jeunes qui ne sont ni en scolarité, ni en emploi, ni en formation professionnelle (NEET). Il s'agit d'un SAS d'accompagnement préalable à l'emploi.

L'action se décline de la manière suivante :
- ➜ La signature d'un contrat d'engagement réciproque pour une durée de 4 mois ;
- ➜ Un accompagnement individuel et collectif vers l'emploi de 4 mois de jeunes ayant un projet professionnel validé ;
- ➜ Des aides directes pour le transport, la vêture, la subsistance pour tout démarrage d'immersion, de formation ou d'emploi ;
- ➜ Des aides financières pour le financement de formation professionnelle (Habilitions, CACES, ANFAS…) ;
- ➜ Un objectif d'accès à l'emploi pendant et à l'issue de l'accompagnement.

L'accompagnement individuel et collectif vers l'emploi est réalisé par une équipe de Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) spécialistes :
- ➜ de l'emploi par secteur d'activité ; BTP, industrie, transport / logistique, hôtellerie / restauration, tertiaire, commerce et services à la personne et à la collectivité (mise en relation sur offres, prospection du marché caché, immersion en entreprise ou en CFA…)
- ➜ de la médiation à l'emploi (Techniques de recherche d'emploi, parrainage, tissu économique…)
- ➜ de la levée des freins pour favoriser l'accès à une étape et le maintien dans l'étape (logement, santé, mobilité, subsistance…)

Les Conseillers en Insertion Professionnelle doivent adapter et animer une offre de services complémentaire à l'accompagnement renforcé en s'appuyant sur les spécialités et les compétences des uns et des autres.

L'offre de services s'est développée progressivement, des ateliers collectifs se sont mis en place sur les thématiques suivantes :
- ➜ Le CV et la lettre de motivation ;
- ➜ Les clés de réussite pour un entretien d'embauche ;
- ➜ L'identification des compétences ;
- ➜ La préparation des entretiens de recrutement ;
- ➜ La simulation d'entretien d'embauche "20 minutes pour convaincre" ;
- ➜ Le "net au service de l'emploi" avec une présentation du Service A Distance de Pôle emploi ;
- ➜ Les droits au travail et les différents contrats de travail et mesures emplois pour les jeunes.

L'intensité des temps d'accompagnement individuel et collectif est déterminée par les Conseillers d'Insertion Professionnelle et ajusté avec le jeune selon son degré d'éloignement du marché de l'emploi.
Ils utilisent ponctuellement d'autres prestations et mobilisent d'autres compétences internes et externes à Entreprendre Ensemble en fonction des besoins des jeunes et des besoins du territoire.
Enfin, ils s'appuient autant que de besoin sur un partenariat local riche, diversifié et complémentaire (UTPAS, Maison de Quartier, Association d'Action Éducative, CIO, MIGEN, CFA, réseau d'entreprises).

En 2017 :
301 jeunes entrés
46% des jeunes sortis de l'accompagnement IEJ en 2017 étaient en situation Emploi ou Formation
240 places pour 2017

➜ La Garantie Jeunes

La Garantie Jeunes s'adresse aux jeunes les plus vulnérables sur le marché de l'emploi, et notamment ceux en situation de précarité sociale, familiale et financière. Ce dispositif lancé par l'État français, généralisé au 1er janvier 2017, bénéficie de moyens supplémentaires accordés par l'Union Européenne. Pour Entreprendre Ensemble, cette action est un terrain d'innovation dans nos pratiques d'accompagnement et de relation avec les entreprises.

Le dispositif se décline de la manière suivante :
- ➜ La signature d'un contrat d'engagement réciproque pour une durée de 12 mois ;
- ➜ Un accompagnement global s'adressant aux jeunes les plus vulnérables en situation de précarité sociale, familiale et financière ;
- ➜ Une garantie financière pour le jeune d'environ 480 € par mois ;
- ➜ Un objectif au terme de l'accompagnement de réalisation de 80 jours en situation professionnelle ou une situation stabilisée à la sortie du dispositif (formation, emploi, création d'activité,…).

L'accompagnement individuel et collectif vers l'emploi est réalisé par une équipe de Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) pluridisciplinaire issus du secteur économique, de l'insertion et de l'éducation spécialisé, répartis en 8 équipes de 2 conseillers sur 5 sites.
De plus, afin de favoriser le lien avec les jeunes, les aider dans leurs démarches, la Mission Locale a fait le choix de recourir à une équipe de jeunes en service civique, directement en appui des CIP dans une mission de médiation entre les jeunes et sa Mission Locale. 1 jeune en Service civique a également été accueilli pour mettre en valeur le parcours des jeunes et l'offre de services rendue.

Chaque jeune alors intégré dans le dispositif bénéficiera d'un rappel des engagements qu'il prend au 1er jour de la Garantie Jeunes puis :
- ➜ D'un sas d'intégration de 4 semaines en collectif au cours duquel seront abordés 4 thèmes :
  - Thème 1 : cohésion de groupe, esprit d'équipe (charte de vie en groupe, sport collectif…)
  - Thème 2 : gestion de la vie quotidienne (mobilité, santé, logement, budget…)
  - Thème 3 : construction d'un projet personnel et professionnel
  - Thème 4 : médiation à l'emploi (rencontres d'employeurs, CV, lettres de motivation, simulation d'entretiens…) ;
- ➜ De temps d'accompagnement collectif ponctuels avec l'ensemble des jeunes de sa cohorte ou d'autres groupes ;
- ➜ D'un accompagnement individuel renforcé.

En 2015/2016, les jeunes des secteurs ruraux et de Grand-Fort-Philippe ont difficilement bénéficié de la Garantie Jeunes au regard de l'éloignement des lieux d'accompagnement et des freins à la mobilité des jeunes. La Garantie Jeunes s'est ainsi déployée en 2017 sur la zone rurale et ouest de l'agglomération par de nouveaux accueils à Wormhout, Hondschoote et Grand-Fort-Philippe. La part des bénéficiaires de la Garantie Jeunes sur ces secteurs passe de 2,4 % en 2016 à 17,2 % en 2017 (+106 jeunes).

En 2017, la Garantie Jeunes s'est aussi appuyée sur l'économie du sport pour compléter son offre d'accompagnement en signant un partenariat avec le club de football de Dunkerque l'USLD. Les jeunes Garantie Jeunes ont ainsi bénéficié de temps sportifs (pratique, mise en perspectives des valeurs du sport et de la transférabilité avec le monde de l'entreprise…), d'ateliers santé et de visites d'entreprise du secteur sportif. Ce projet social a par ailleurs été primé lors des Trophées du National par la Fédération Française de Football.
Aussi, un partenariat a été conclu avec la Ville de Leffrinckoucke pour la mise en place de chantiers de bénévoles sur la rénovation du site militaire du Fort des Dunes. Chaque mois, 4 à 6 jeunes participent à des opérations de rénovation du bâti et de gestion des espaces naturels pour ce site historique qui accueille jusqu'à 10 000 visiteurs à l'année.

D'autres partenariats ont été maintenus ou développés :
- ➜ CPAM : accès au bilan santé, information sur l'accès aux droits ;
- ➜ Espace Santé Littoral : atelier de prévention face aux addictions et dépendances ;
- ➜ AFPA Déclic pour l'Action.

En 2017 :
- ➜ **411 fin de parcours à 12 mois, 30 % des jeunes étaient en emploi ou en formation à la sortie ou ont effectué un minimum de 80 jours d'activité professionnelle**
- ➜ **68 jeunes en emploi et 25 jeunes en formation au jour de leur sortie**
- ➜ **16 jeunes ont cumulé 80 jours minimum d'activité professionnelle**
- ➜ **1 création d'entreprise**
- ➜ **17 réorientations vers une autre solution d'accompagnement (IAE, EPIDE…)**
- ➜ **673 jeunes entrés en 2017 (+ 63,7 % par rapport à 2016) dont 21 % en QPV, 750 places pour 2018**
- ➜ **2 299 726,55 € d'allocations reversées aux jeunes**

➜ L'école de la 2e chance Côte d'Opale

À l'initiative de la Communauté Urbaine de Dunkerque et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, une nouvelle réponse innovante d'aide à l'emploi est venue, depuis 2010, compléter les dispositifs existants: l'école de la 2e chance Côte d'Opale. L'e2c Côte d'Opale s'inscrit dans une logique partenariale et est sous la présidence du Président de la Communauté urbaine. L'e2c Côte d'Opale rassemble les représentants de l'État et de ses services déconcentrés (Sous-préfets de Dunkerque et de Boulogne-sur-Mer, DIRECCTE, DRJSCS, Pôle emploi), de la Communauté urbaine de Dunkerque, de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Dunkerque, de la Région, ainsi que le Maire de Coudekerque-Branche mais aussi les services d'Entreprendre Ensemble. Les entreprises sont partie prenante du dispositif.

➜ *Les Écoles de la 2e Chance*

Les écoles de la 2e chance appartiennent à un réseau et respectent "la charte des principes fondamentaux". Cette charte précise les principes suivants:
- c'est une institution portée par les Collectivités Territoriales et Locales et/ou Consulaire;
- dont l'objectif est d'assurer l'insertion professionnelle et sociale de jeunes en difficulté;
- en partenariat étroit avec le monde de l'entreprise;
- qui ne délivre pas de diplôme, mais vise à accréditer des compétences;
- qui accompagne le projet personnel et professionnel du stagiaire;
- qui travaille en réseau avec tous les acteurs intervenant auprès de leurs publics.

Le Réseau e2c France compte 51 membres qui gèrent 124 sites-écoles dans 12 régions et 4 ultrapériphériques. En 2017, 14664 stagiaires ont été accueillis sur l'ensemble du territoire. D'une moyenne d'âge de 20,6 ans, les jeunes sont issus à 30 % des quartiers Politique de la Ville et ont à 79 % un niveau infra V. Au niveau national, 61 % des jeunes ont trouvé un emploi ou une formation en 2017.
La réussite du projet professionnel des stagiaires passe par l'amélioration de la qualité de la formation. Pour ce faire, l'e2c Côte d'Opale cherche à augmenter le taux de sortie positive, à améliorer durablement l'insertion professionnelle, à diminuer les abandons, à proposer des parcours en adéquation avec les besoins de l'environnement économique.
Ainsi, 5 axes stratégiques ont été définis:
Axe 1: consolider et pérenniser l'activité de l'e2c Côte d'Opale;
Axe 2: ancrer l'e2c Côte d'Opale dans les spécificités du territoire;
Axe 3: amélioration de la vie quotidienne des stagiaires, développement de leur autonomie et de leur citoyenneté;
Axe 4: renforcer les liens avec les entreprises et les centres de formation;
Axe 5: sécuriser les parcours en formation.

En 2012, la Communauté d'agglomération du Boulonnais et l'association Réussir ensemble ont rejoint le projet et ont été à l'initiative de l'ouverture d'un deuxième site de l'e2c Côte d'Opale à Boulogne-sur-Mer en novembre.
L'objectif est d'apporter des solutions manquantes aux jeunes, notamment pour ceux qui ne peuvent pas accéder à l'emploi directement. Les raisons des difficultés rencontrées par les jeunes sont multiples et se conjuguent parfois: manque de savoirs de base, absence d'une qualification reconnue sur le marché du travail, difficultés sociales et/ou familiales, absence d'expérience professionnelle, manque de compréhension des codes sociaux et des savoir-être nécessaires pour travailler en entreprise. Un autre problème récurrent est celui de la mobilité des publics qui mobilise l'ensemble des acteurs du territoire.
Par ailleurs, l'opération "Accompagnement des jeunes NEET vers l'apprentissage" que mène l'école de la 2e Chance Côte d'Opale est cofinancée par l'Union Européenne avec le Fonds Social Européen et l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes.

L'e2c Côte d'Opale, située à Coudekerque-Branche et à Boulogne-sur-Mer est labélisée "école de la 2e chance" depuis le 13 décembre 2011. Ce label a été confirmé pour quatre années lors d'un audit en octobre 2015.

Chiffres clés 2017

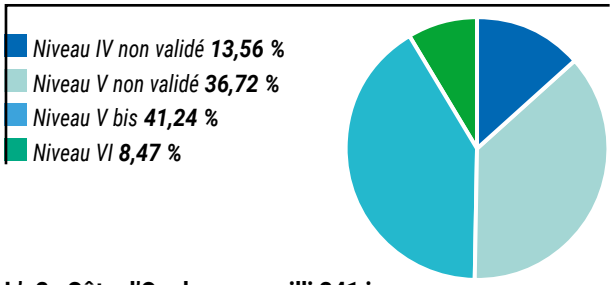
Nombre de jeunes accueillis	241 stagiaires
Sites de formation	2
Taux de sortie positive	56 %
Budget annuel	1 100 000 €
Effectif	18
Portefeuille d'entreprise	Plus de 1 300

97,6 % des stagiaires de l'e2c recommanderaient à un ami de s'inscrire

➜ *L'intégration : un partenariat prescripteurs - entreprises*

L'intégration à l'e2c Côte d'Opale se fait suite à la prescription d'un conseiller des Missions Locales de Boulogne-sur-Mer, de Dunkerque ou de la Colme et des Rives de l'Aa ou via un positionnement par Pôle emploi. Les jeunes ont aussi la possibilité de candidater directement.
Les jeunes assistent à une réunion d'information collective puis participent à un jury de sélection. Ce jury est composé de trois personnes représentant l'entreprise ou le monde économique, les prescripteurs, l'e2c Côte d'Opale.

Répartition des stagiaires par niveau de formation

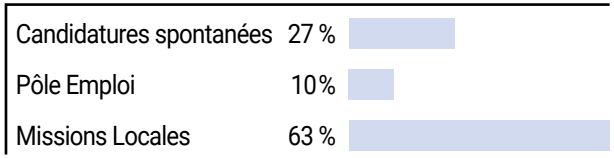


L'e2c Côte d'Opale a accueilli 241 jeunes.
La moyenne d'âge est de 20 ans. 33 % des jeunes sont issus des quartiers Politique de la Ville.
88 % sont sans aucune expérience professionnelle.

➜ Un parcours de formation innovant

Le fonctionnement de l'e2c se base sur celui d'une entreprise. Chaque stagiaire qui l'intègre signe un contrat d'engagement de 10 mois qui prévoit une période d'essai de 8 semaines. C'est pour la majorité des jeunes le premier contrat signé, c'est "comme un contrat de travail"! C'est aussi 50 % du parcours en entreprise.

Origine des prescriptions



Dès le démarrage au sein de l'établissement, chaque stagiaire se voit proposer un parcours individualisé. Mathématiques, français et informatique alternent avec un travail personnel sur la définition de projet professionnel où une place importante est accordée aux entreprises (présentation des métiers, visites, simulations d'entretien d'embauche). Au-delà de ces enseignements classiques, les stagiaires travaillent en mode projet via différents ateliers : réalisation de reportages, actions humanitaires, développement de la citoyenneté, pratique sportive, réalisation d'une fresque murale, etc.

L'e2c fait appel aux départements d'Entreprendre ensemble sur le dunkerquois et aux équipes de Réussir ensemble sur le Boulonnais pour un appui sur ces thématiques.
Différentes actions complètent ce parcours des jeunes :

- « **Je me soigne** » : grâce à un partenariat avec la CPAM, chaque jeune de l'e2c réalise gratuitement un bilan de santé.
- « **Je gère mon budget** » : des professionnels du Crédit municipal de Boulogne-sur-Mer et de la Banque Postale sur le dunkerquois animent un module afin d'accompagner les jeunes dans la gestion quotidienne de leurs finances. Depuis 2014, les jeunes se rendent dans les locaux de la Fondation Cetelem à Lille où une animation autour de la gestion de leur budget est réalisée.
- « **Je prends confiance en moi** », les interventions d'un professeur de théâtre, d'une socio-esthéticienne et d'un sophrologue permettent de travailler l'estime de soi.

De plus, afin de faciliter l'intégration à l'e2c et le parcours de formation de jeunes adultes en situation de handicap et de favoriser leur insertion professionnelle, l'e2c Côte d'Opale et le SAMO ont signé une convention de partenariat.

- « **Je valorise mon profil** », via l'élaboration d'un CV Vidéo.

Je filme le métier qui me plaît

Sous le Haut Patronage de la Ministre de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, et par arrêté en date du 1er juillet 2015 publié au JO du 7 juillet 2015, **le concours Je filme le métier qui me plaît est une démarche du parcours Avenir**. Ce concours a été mis en place pour les jeunes, dans le cadre de leur orientation, au monde du travail ainsi qu'aux différentes représentations qu'ils ont des métiers. L'objectif est de réaliser un reportage vidéo d'une durée de trois minutes maximum, du scénario au montage.
L'e2c Côte d'Opale a remporté le Clap d'Or pour son film Infographiste, pris remis par Rozen Thomas, Directrice de l'insertion des jeunes chez Orange, lors de la cérémonie de remise des clap Grand Rex le 23 mai 2017.

Les entreprises au cœur du dispositif de l'e2c Côte d'Opale

L'objectif de l'École de la 2e Chance est l'insertion durable dans l'emploi. L'entreprise doit être naturellement et impérativement associée à cette démarche.
Le portefeuille compte à ce jour plus de 1 300 entreprises dont près de 100 sont "partenaires". Une entreprise partenaire est une entreprise qui, au-delà de l'accueil des jeunes en stage, s'implique dans la vie de l'école.
Afin de mettre en avant des secteurs d'activité et des métiers méconnus ou délaissés des stagiaires, les partenariats ont essentiellement été noués avec des entreprises relevant de ces secteurs. La composition du portefeuille d'entreprises partenaires reflète d'ailleurs assez fidèlement la répartition par secteur d'activité des entreprises du dunkerquois et du Boulonnais en termes d'emploi.

À l'e2c Côte d'Opale, les entreprises interviennent aujourd'hui à tous les niveaux du parcours de formation :

- dès la sélection des jeunes à l'entrée de l'école. Chaque jury de sélection compte systématiquement un responsable d'entreprise, soit l'équivalent de 15 jours, 19 entreprises et 5 centres de formation mobilisés ;
- lors la validation des périodes d'essai et des projets professionnels en participant à chacun des jurys mis en place à cet effet, soit l'équivalent de 24 jours, 29 entreprises et 3 centres de formation mobilisés ;
- lors des périodes de stages en entreprise qui représentent 50 % du temps de formation. Il y a eu de 500 stages réalisés dans plus de 300 entreprises.
- 51 rencontres avec des entreprises et organismes de formation ont eu lieu, via des visites, des découvertes métiers et des déjeuners d'entreprises ;
- 1 semaine de l'alternance a été organisée mobilisant 7 organismes de formation et une entreprise partenaires.

Des conventions de partenariat ont été signées avec Armatis, CFPMT, La Poste et Véolia.

Les fondations

La fondation EDF (8 000 €)
Nom du projet : **I AM** • *Partenaires* : Centrale Nucléaire de Gravelines et Association Génériques • *Réalisation* : Une exposition "I AM", présentant les portraits de 8 salariés interviewés par les jeunes de l'e2c dont le parcours et les origines ont été les moteurs de leur insertion professionnelle et sociale.

La fondation Carrefour (7 000 €)
Nom du projet : **Les défis Carrefour ou une seconde chance dans l'assiette** • *Partenaire* : Carrefour Market Méridien • *Réalisation* : 10 clips-vidéos "cuisine" conçus par les jeunes de l'e2c répondant aux défis de salariés Carrefour afin de sensibiliser contre le gaspillage alimentaire.

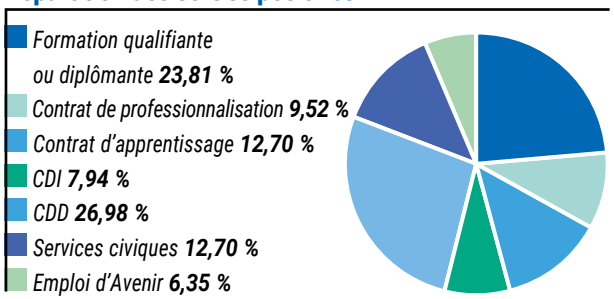
La Fondation Édith Cresson (10 000 €)
Nom du projet : **Graf'n Rock** • *Partenaire* : Les 4 Écluses • *Réalisation* : La façade de cette salle de concert des 4 Écluses a été refaite par les jeunes de l'E2C grâce au graff. Une exposition de photos et de sérigraphie a été réalisée.
Nom du projet : **En route pour l'emploi** • *Partenaire* : Cap Mobil, auto-école sociale du Boulonnais • *Réalisation* : 5 clips-vidéos sur la sécurité routière et 20 jeunes formés au code de la route.

Enfin, les entreprises participent financièrement à la vie de l'e2c. Elles ont versé 75 000 € via la taxe d'apprentissage et les Fonds Libres.

L'e2c Côte d'Opale, un outil au service de l'insertion professionnelle et sociale

56 % des jeunes sortis en 2017, après la période d'essai, ont trouvé une solution.

Répartition des sorties positives



La Plateforme Territoriale Proch'Emploi Flandre Dunkerque en lien avec les entreprises

Proch'Emploi est un dispositif, lancé en janvier 2016 par la Région Hauts-de-France. Ses objectifs : faire le lien, grâce à un interlocuteur unique, entre les demandeurs d'emploi et les employeurs qui peinent à recruter ou à former et leur apporter des solutions dans la logique du "sur-mesure".
Les demandeurs d'emploi composent le 0 800 02 60 80. Les conseillers téléphoniques de la Région recensent en direct les demandes d'emploi ou les besoins de formation, puis organisent des rendez-vous individualisés avec des référents Proch'Emploi. Ceux-ci apportent des solutions concrètes et adaptées en s'appuyant également sur les partenaires de l'emploi.

Les plateformes territoriales Proch'Emploi en lien avec les entreprises sont présentes dans les territoires de la région. Elles sont les interlocutrices privilégiées des entrepreneurs des Hauts-de-France. Leurs missions :

- Collecter "les offres cachées" dans les TPE-PME, pour proposer des candidats demandeurs d'emploi présélectionnés aux chefs d'entreprise et traiter les demandes des entreprises qui ont appelé le numéro vert Proch'Emploi. Une rencontre est organisée au sein de l'entreprise.

L'intérêt : cerner les besoins réels de l'employeur et les spécificités de l'environnement de travail. Une mise en relation est ensuite établie entre l'entreprise accompagnée par Proch'Emploi et des demandeurs d'emploi.

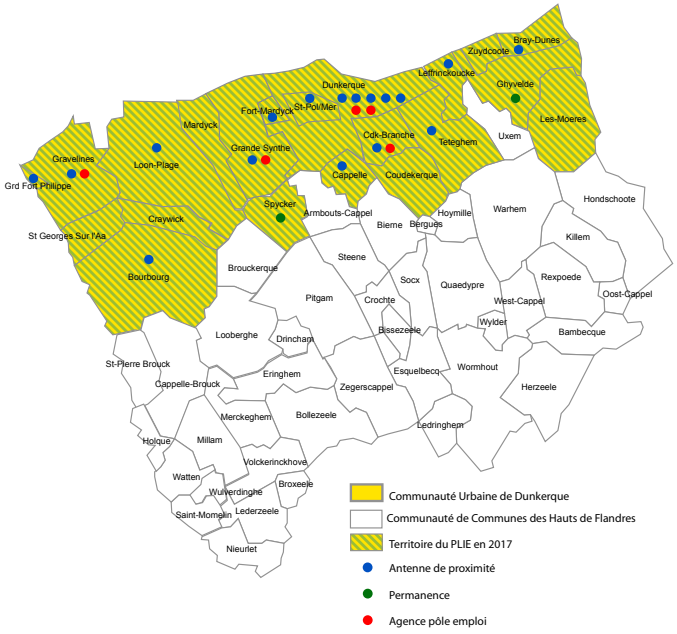
- Mobiliser des "chefs de file métier", dirigeants d'entreprise ou DRH, afin qu'ils soient les ambassadeurs de Proch'Emploi, qu'ils promeuvent leurs métiers et créent une synergie en faveur de l'emploi dans leur territoire.
- Animer les "circuits-courts" Proch'Emploi. Ces réunions informelles et conviviales entre demandeurs d'emploi jeunes et chefs d'entreprise sont organisées tous les deux mois dans le but pour ces jeunes d'instaurer un dialogue avec des chefs d'entreprise, de leur demander des conseils, mais aussi de se constituer un réseau de professionnels qui pourront les accompagner.

Des résultats encourageants

- En 2017, 812 entreprises contactées et 189 entreprises visitées ;
- 289 offres détectées (CDI, CDD de 6 mois ou plus, alternance) ;
- 186 entretiens de recrutement en entreprise ;
- 102 candidats ayant accédé à un emploi de 6 mois ou plus.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE)

Le territoire d'intervention



Le territoire d'intervention du PLIE est la Communauté Urbaine de Dunkerque. 16 villes, sur les 17 villes qui composent la CUD, adhèrent au PLIE ; les personnes en difficulté d'insertion professionnelle de ces 16 communes ont ainsi accès aux services du PLIE.

Les publics cibles

- demandeurs d'emploi de longue durée,
- allocataires du RSA socle soumis aux droits et devoirs,
- publics issus des quartiers "politique de la ville"
- personnes handicapées,
- jeunes en difficulté d'accès à l'emploi.

Un dispositif au service du territoire

Impulsés par les collectivités locales, ici la Communauté Urbaine de Dunkerque, et régis par un protocole d'accord, les PLIE - plates-formes partenariales de proximité, poursuivent des objectifs précis :

- **Prévenir l'exclusion sociale et professionnelle** qui affecte une partie des actifs en organisant, pour des participants issus des populations "exclues" du marché du travail, des parcours d'insertion professionnelle individualisés dont le but est l'accès à "un emploi durable" (CDI, CDD de plus de 6 mois ou formation qualifiante),
- **Organiser un accompagnement individualisé de proximité assuré par un référent unique,**
- **Développer une ingénierie financière et technique pour le développement d'actions d'insertion professionnelle,**
- **Mobiliser les partenaires institutionnels et les entreprises du territoire.**

Avec une gouvernance partagée

Les PLIE concourent à la politique territoriale de l'insertion et de l'emploi. Les comités de pilotage du PLIE rassemblent les élus du territoire - Président et Vice-Présidents de la Communauté Urbaine de Dunkerque, Maires représentants des communes adhérentes, Conseillers Généraux - le Sous-Préfet, des représentants de la Direccte, de Pôle emploi, de la Région, un représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale et des deux Missions Locales du territoire. Localement, le PLIE inscrit son action dans la stratégie territoriale déterminée à partir du diagnostic territorial partagé.

Au cœur de la stratégie européenne pour l'emploi

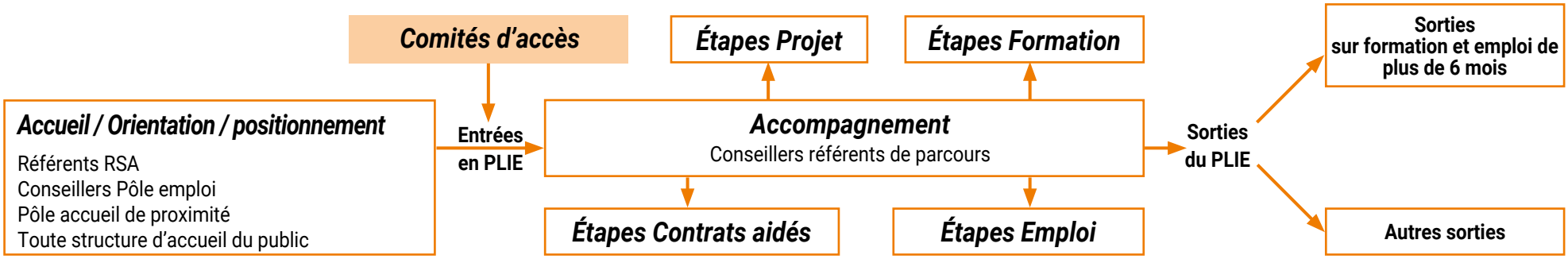
Les PLIE s'inscrivent en ligne directe dans l'ancrage de la Stratégie européenne pour l'emploi en France. L'action des PLIE contribue à la mise en œuvre du volet inclusion du Programme Opérationnel du Fonds Social Européen.

Un savoir-faire

Être un organisateur de parcours

Mise en œuvre des parcours dans le cadre du PLIE

Les PLIE s'appuient sur le droit commun et sur l'offre de services financée dans le cadre des OI PLIE (FSE, Communauté Urbaine de Dunkerque, communes, Région, Département)



En 2017, un PLIE recentré sur les publics adultes

Dès 2015, le choix du comité de pilotage a été de recentrer l'action du PLIE sur les publics adultes, impactés par le chômage de longue durée, d'autres moyens et mesures étant développés spécifiquement pour les jeunes.
Au cours de l'année 2017, le PLIE a accompagné 3 547 personnes, 2 986 adultes (84 %) et 561 jeunes (18 %).

La population 2017 du PLIE

source ABC Viesion

949 entrées en parcours en 2017

Bénéficiaires en parcours
3 547
50 % femmes
et 50 % hommes
71 % ≤ Niveau V (CAP, BEP)
84 % adultes et 18 % jeunes

Bénéficiaires en parcours au 31 décembre 2017
3 454

865 sorties du PLIE

389 sorties positives

476 sorties pour autres motifs

➜ Caractéristiques des personnes à l'entrée en parcours

949 personnes sont entrées en parcours d'insertion sur l'année 2017

	2016		2017	
Hommes	462	53 %	473	49 %
Femmes	409	47 %	476	51 %
	2016		**2017**	
< 26 ans	91	10 %	101	10 %
> 26 ans	780	90 %	848	90 %

Critères sociaux

	2016		2017	
Allocataires du RSA	431	49 %	471	49 %
Jeunes en difficultés	91	10 %	101	10 %
Demandeurs d'emploi de longue durée	513	59 %	560	59 %
Travailleurs handicapés	57	6 %	70	7 %
Habitants en quartier Politique de la Ville	295	34 %	326	34 %

Les personnes peuvent cumuler plusieurs des critères ci-dessous

Comme en 2016, le recentrage du PLIE sur les publics adultes se traduit dans les entrées : en 2017, 848 adultes et 101 jeunes se sont inscrits dans le PLIE. Pour rappel, les adultes intègrent le PLIE via l'accompagnement réalisé par un conseiller en antenne de proximité. En effet, le PLIE finance le réseau des conseillers référents de parcours pour les publics adultes au sein des antennes et permanences MDE. Tandis que les jeunes intègrent le PLIE dès lors que l'offre de services financée par la PLIE est utilisée dans leurs étapes de parcours. Ils restent accompagnés par les conseillers Mission Locale.

➜ Les propositions faites aux publics

Les propositions faites au public lors des entretiens individuels sont répertoriées en 7 thèmes (domaines : emploi / formation / projet professionnel / logement / santé / citoyenneté / loisirs sport - culture). Nombre de propositions : **41 689 propositions dont 78 % propositions professionnelles** (accès à l'emploi / formation / projet professionnel)

En 2017, le nombre moyen de propositions est proche de 12 propositions par personne en parcours et par an.

➜ Complémentarité PLIE - Pôle emploi

Le réseau des conseillers adultes du PLIE travaille en complémentarité avec Pôle emploi. Ce partenariat se traduit par :

- L'orientation de demandeurs d'emploi vers les antennes pour que l'accompagnement y soit réalisé. Ainsi, les conseillers Pôle emploi ont été à l'origine de 245 entrées en parcours PLIE de publics adultes.
- Des conseillers Pôle emploi référents pour chaque antenne de proximité, mobilisables de façon réactive, par exemple pour faire bénéficier un demandeur d'emploi de la boîte à outils de Pôle emploi.
- Plusieurs rencontres antennes PLIE / Agences Pôle emploi pour piloter le partenariat et échanger sur l'évolution des offres de services respectives.

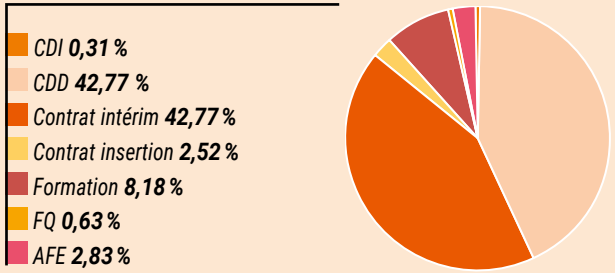
➜ Suivi des personnes allocataires du RSA

À partir de 2016, le Département a demandé aux PLIE du Nord :

- **D'accompagner les allocataires du RSA dans la définition de leur projet et leur mise en situation professionnelle.**
  297 personnes ont bénéficié de l'accompagnement du PLIE, porteur pour ces allocataires de **la "référence socio-professionnelle". Cet accompagnement a permis 328 entrées en mesures emploi-formation-insertion.**

216 emplois hors contrats aidés pour 93 allocataires
57 contrats aidés pour 46 allocataires
55 formations pour 52 allocataires

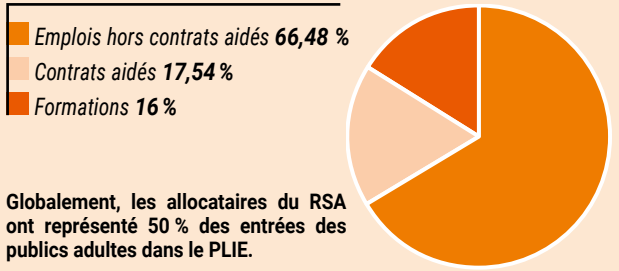
Répartition des 328 situations emploi ou formation



- **De développer des actions de médiation directe à l'emploi**
  80 autres personnes ont bénéficié de l'accompagnement de la candidathèque du PLIE au cours de l'année 2017. 69% des personnes accompagnées, soit 55 personnes, ont eu au moins une situation emploi ou formation en 2017. L'accompagnement a en effet permis d'obtenir 281 situations emploi, 26 situations formation.

1 CDI
136 CDD pour 20 personnes différentes
136 contrats intérim pour 30 personnes différentes
8 contrats d'insertion pour 6 personnes différentes
26 situations formation bénéficiant à 20 personnes différentes dont 2 formations qualifiantes + de 6 mois
9 personnes bénéficiant d'une AFE (Action Formation Emploi) financée par le PLIE pour une montée en compétences en fonction des besoins du territoire

Répartition des 307 entrées en mesures formation et emploi



Globalement, les allocataires du RSA ont représenté 50 % des entrées des publics adultes dans le PLIE.

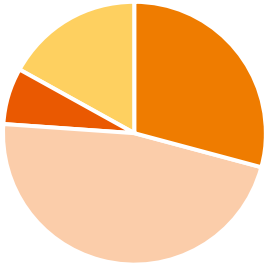
➜ Principes de fonctionnement de la candidathèque

- *Un accompagnement par des conseillers/éres (5 à temps partiel* soit 2,2 ETP) spécialisés par domaine professionnel avec une expertise métier : Industrie de maintenance, Transport Logistique Industrie de production, Services à la Personne et aux entreprises (nettoyage, sécurité), Bâtiment.
- Des personnes repérées par les conseillers des antennes ou sortant de formation (programmes conventionnés, Fonds CUD, Actions de Formation pour l'Emploi du PLIE).
- Un maillage avec les actions de formation pour l'Emploi du PLIE qui peuvent être mises en place à la demande de la candidathèque.
- Un vivier de publics pré-repérés permettant au PLIE d'être plus réactif dans les positionnements sur offres d'emploi, la candidathèque constituant le premier niveau de positionnement sur les offres collectées par Entreprendre Ensemble (MDE, plate-forme Proch'emploi...)
- Des contacts privilégiés avec les agences intérimaires
- Un accompagnement de 6 mois, renouvelable 1 fois

➜ Les accès à l'emploi et à la formation

Mesures

- *Emploi (CDD, CDI, création d'entreprise)* ***2 041*** *29 %*
- *Contrats intérimaires* ***3 246*** *47 %*
- *Formation* ***485*** *7 %*
- *Contrats en Atelier Chantiers d'Insertion, Entreprise d'Insertion, Association intermédiaire, Contrats CAE* ***1 161*** *17 %*



6 933 contrats de travail ou entrées en formation en 2016

Soit 6 345 entrées en mesures pour les publics adulte.
Pour les publics adultes, on peut noter :

- ➜ Une augmentation des entrées en mesures emploi (hors contrats aidés), soutenue par une augmentation des CDD (+ 541 CDD),
- ➜ L'activité de l'équipe de la candidathèque a atteint son rythme de croisière en 2017.

➜ Structures d'insertion par l'activité économique

Les structures d'insertion par l'activité économique (ateliers chantiers d'insertion, entreprises d'intérim d'insertion, associations intermédiaires, entreprises d'insertion), sont des partenaires incontournables car elles offrent des **étapes de parcours professionnalisantes** permettant de préparer à l'emploi les participants du PLIE. À ce titre, en 2015, les personnes accompagnées ont pu notamment intégrer les structures suivantes : **ACL Proxipol, AFEJI, Agir, Axhom, Cetide, CIEDIL, Coud'pouce, Emmaüs, Le lien, Régie de quartier de Grande-Synthe, Restos du Cœur, Triselec, Ecoflandres, Envie Hauts de France, la Ferme des Jésuites.**

➜ Les sorties positives

Ventilation des sorties sur emploi

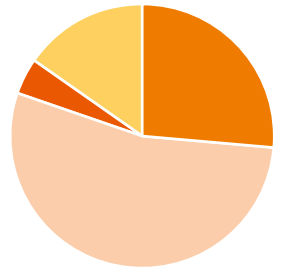
389 sorties positives

- **298** contrats de droit privé **77 %**
  - dont **79** contrats à durée indéterminée **26,5 %**
  - dont **161** contrats à durée déterminée de plus de 6 mois **54 %**
  - dont **13** contrats en alternance **4,4 %**
  - dont **45** missions intérimaires longue durée (> ou = 1 215 h/un an) **15,1 %**
- **3** en création d'entreprise **0,8 %**
- **88** sur formation qualifiante **22,6 %**

389 sorties positives contre 421 en 2016, baisse due au recentrage du PLIE sur la population adultes. La structuration des sorties positives (contrats de droit privé, créations d'entreprises, formations qualifiantes) est marquée pour la 3e année consécutive par une hausse de la part des CDD +6 mois et des CDI.

Typologie sur les 298 sorties en contrat de travail

- *CDI* ***79***
- *CDD* ***161***
- *Alternance* ***13***
- *Intérim longue durée* ***45***



➜ *Les actions de formation pour l'Emploi : un appui à la montée des publics du PLIE*

Groupe en formation Initiation Maçon coffreur bancheur réalisée dans le cadre des AFE (Actions de Formation pour l'Emploi) d'Entreprendre Ensemble financée par le PLIE grâce au soutien du Fond Social Européen. Action menée en collaboration avec l'organisme de formation CPO fc Nord, reconnu par la branche BTP.

Forts de leurs 203 h de formation essentiellement pratique en banchage, ferraillage et maçonnerie, les 12 stagiaires demandeurs d'emploi ont ainsi acquis les compétences nécessaires afin de mieux répondre aux offres d'emploi du dispositif des Clauses Insertions géré par Entreprendre Ensemble sur les grands chantiers de l'Agglomération Dunkerquoise.

En 2017, 21 AFE montées pour 85 participants dans des domaines divers : Industrie, Sécurité, Services à la Personne, Bâtiment, Vente.

➜ *La remise du titre agent spécialisé de sécurité*

C'est le 6 juin dernier, dans les locaux d'Entreprendre Ensemble, que, M. Xavier Régent, Responsable du Centre de Formation Fiducial FPSG, a procédé à la remise du titre d'agent spécialisé en sécurité privée à un groupe de salariés en insertion et de demandeurs d'emploi.

Cette formation qui s'est déroulée du 27 février au 5 mai 2017 et qui comprend ce titre ainsi que le diplôme d'agent de sécurité incendie et assistance aux personnes (SSIAP) a été financée par le Fonds CUD (salariés) ou dans le cadre des Actions de Formation pour l'Emploi (Demandeurs d'emploi) d'Entreprendre Ensemble.

M. Jérôme Swyngedauw, chargé de projets a pris la parole pour féliciter ces personnes :
" *Merci d'avoir été au bout de cette formation et d'avoir su vous organiser pour les déplacements preuve de votre mobilité, sur le plateau technique qui vous a permis de vous mettre en situation et d'obtenir ce titre* ".

Ces nouveaux diplômés nous ont livrés leurs impressions sur cette formation :
" *C'est une formation complète et cadrée avec des formateurs de haut niveau* "
"Le groupe, les formateurs, les exercices sur le plateau ont confirmé le choix de ce métier "
" *C'est facile d'apprendre avec de bons exemples comme la reconstitution d'un incendie dans un supermarché.*"
" *J'ai apprécié le professionnalisme : l'organisation des formations, tout le matériel sur place* ".

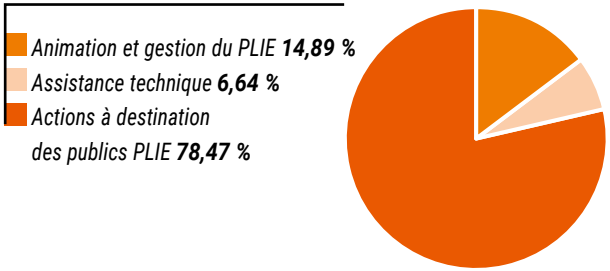
M. Xavier Régent parle de ce métier : " *Il ne cesse d'évoluer et permet de trouver avec l'expérience le bon lieu d'exercice (événementiel, commerces, sociétés, etc.). Et, pour les femmes du groupe, il sera encore plus facile de trouver* ".

Alors comme l'a conseillé Mme Martine Verstraete, chargée de projets : " *C'est un métier porteur. Il y a des postes alors votre CV doit déjà être prêt et n'attendez pas pour chercher !* "

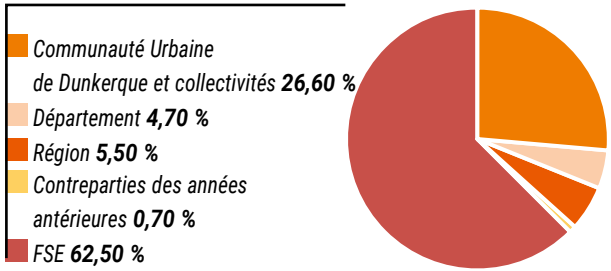
➜ Les financements du PLIE

Dans le cadre de sa mission pour la construction de parcours vers l'emploi, le PLIE finance une offre de services complémentaire au droit commun pour l'insertion des publics en difficulté. Depuis début 2015, il s'appuie pour cela sur l'organisme intermédiaire pivot ADULYS, chargé de la redistribution des financements.
En 2017 le budget à disposition s'est élevé à de 2 627 555,06 € avec une surprogrammation de manière à consommer l'intégralité de l'enveloppe.

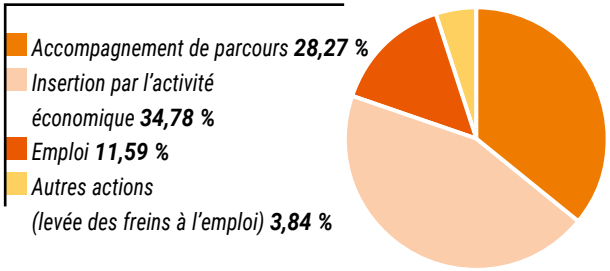
Utilisation des fonds en 2016



Les sources de financement



Répartition des fonds affectés aux actions à destination des publics



➜ Le PLIE de Dunkerque : une gestion du FSE optimale

L'assistance technique consiste à gérer les crédits confiés (collectivités, FSE) en tant qu'organisme intermédiaire dans le cadre de la convention de subvention globale qui lie ADULYS (2014-2017) avec les services de l'État, en mettant en place un système approprié de suivi des dépenses engagées. La gestion et le contrôle des opérations comprennent, entre autres, l'information des bénéficiaires potentiels, l'appui au montage, l'instruction des demandes, le contrôle de service fait, le recueil et le renseignement des indicateurs d'évaluation…
Avec 2017, la première période de la programmation 2014-2020 s'est terminée : totalité du FSE 2014-2017 engagé et atteinte des valeurs cibles en nombre de personnes (chômeurs ou inactifs) bénéficiaires des actions financées par le FSE.
2017 a donc été l'année de la préparation de la 2e convention de subvention globale portant cette fois sur les années 2018 – 2020, voire 1er semestre 2021. Sous réserve de l'obtention de la réserve de performance, le montant de l'enveloppe FSE de la 2e période sera égal à celui de la 1ère période, ce qui est positif pour le territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque.

➜ La Maison de l'Emploi

Depuis 2014, l'activité des MDE se concentre sur deux axes : **l'anticipation des mutations économiques** (axe 1) et **le développement local de l'emploi** (axe 2).
De plus, depuis l'année 2016, la DIRECCTE Nord Pas-de-Calais Picardie a priorisé l'activité des MDE de la région sur l'axe 1 et leur a demandé de **promouvoir les visites d'entreprises dans les TPE-PME**, créatrices d'emploi, pour les accompagner dans la gestion des ressources humaines avec une approche de leur situation économique globale. La DIRECCTE inscrit l'activité des MDE dans la **Stratégie Régionale pour l'Emploi et le plan d'actions régional TPE - PME**, visant à répondre au besoin d'accompagnement des petites entreprises.
Le plan d'actions 2017 de la MDE est déployé sur l'ensemble du territoire d'intervention de la MDE qui couvre le périmètre de la Communauté Urbaine de Dunkerque et celui de la Communauté de Communes des Hauts de Flandre. Il est cohérent avec les priorités stratégiques en matière de développement économique local et d'emploi (États Généraux de l'Emploi Local initié par la Communauté Urbaine de Dunkerque, Plan Local de Développement Économique sur les territoires de la CUD et de la CCHF, SPE-P).

Axe 1

Participer au développement de l'anticipation des mutations économiques

➜ Action 1 : Gestion prévisionnelle des emplois et compétences territoriale

➜ Les principes d'actions

- **Des campagnes de "captage d'informations"** : un recueil d'information en entreprises sur la base d'un questionnement large (activités, métiers, RH, formation, projets de développement), de 30 min à 1 h 30 selon les entreprises ;
- En amont et en aval des rendez-vous entreprises, des contacts avec les partenaires et une recherche d'informations permettant d'identifier les mesures et les contacts pertinents en réponse aux besoins exprimés par les TPE - PME ;
- Réseau de partenaires en contact : CUD, État, Région, Département, Pôle emploi, CCI, BGE Flandre Création, Initiative Flandre ;
- La consolidation et la valorisation des résultats des visites pour **la construction des plans d'actions**.

➜ Les secteurs objets du captage en 2017

En cohérence avec le diagnostic socio-économique local et les priorités stratégiques en matière de développement économique local et d'emploi.

➜ 92 entreprises visitées dans le cadre du captage

- **Industrie, filière sidérurgie/métallurgie, transformation des métaux et Énergie : 39**
- **Industrie agroalimentaire et de production : 7**
- **Transport/logistique : 20**
- **Services aux entreprises, sécurité et nettoyage principalement : 12**
- **Services à la Personne : 14**

Les rendez-vous en entreprises ont été obtenus par Entreprendre Ensemble ou via une prestation confiée au *call center* de l'AFEJI. Ils ont permis :

- d'approfondir la connaissance des secteurs d'activité visés (déjà l'objet d'un captage les années précédentes);
- d'apporter des réponses au cas par cas aux entreprises (les mesures pour l'emploi et la formation mobilisables, la mise en lien avec des acteurs locaux pour la recherche de locaux par exemple …) ;
- de comprendre les pratiques de recrutement et les besoins propres à chaque secteur ;
- de recueillir des offres d'emploi et d'apporter un appui aux entreprises dans leurs recrutements (50 offres traitées pour 35 employeurs) ;
- d'en faire part dans les réunions des acteurs emploi/formation du territoire : Comité Technique Partenarial MDE du 26 juin 2017, GOME (Groupes Opérationnels de Mise à l'Emploi) du Département, réunion le 31 mai 2017 avec la Région pour la remontée des besoins de formation du territoire en lien avec les opportunités d'emploi en amont des commandes de formation, Comité d'Ancrage Territorial CNPE, SPELOFP, débat public sur l'aménagement du Port à l'horizon 2020…
- et de monter des plans d'actions en réponse aux besoins identifiés dans les entreprises, à l'initiative d'Entreprendre Ensemble ou en collaboration avec les partenaires.

À ce titre, on pourra citer :

- La contribution au plan d'actions industrie du Département pour poursuivre la sensibilisation des publics aux métiers de l'industrie (GOME industrie) : contact avec les entreprises qui ont ouvert leurs portes, commentaires apportés au ZI Tour dans la zone industrielle de Petite-Synthe ;
- 6 actions courtes de formation pour l'emploi au cours de l'année 2017 et début 2018 : 2 initiations au métier d'opérateur de production (15 personnes), 2 aide-ménagère à domicile (20 personnes), 2 agent de sécurité privée et incendie (12 personnes) avec un appui à trouver leur lieu de stage pour les stagiaires.

ZI Tour 8 décembre 2017 – Information sur les métiers industriels dans le cadre d'une initiative du Département

➜ Entreprises rencontrées dans le cadre du captage 2017

Services à la Personne Crèches

ADAR
AIDE ET VOUS
ADMR WORMHOUT
ADPAH SERVICES
CLASSE SERVICES
ALERTE AMBULANCES
JUNIOR/SENOIR
MAELISS
ASSOCIATION MICHEL
ADUGES
LES PTITES CANAILLES
LES CH'TI BOUTS A CATH PATTES
AU PAYS DES PETITS TITOUNES
L'ILE AUX ENFANTS

Industrie, filière sidérurgie/métallurgie, transformation des métaux et Énergie

LEFSON
BROSSARD
LIPS HERVE
BOGAERT
PROFILTUBE
CBR LEVAGE
BOULOGNE CONCEPTION MARINE
RUBI
NIDEC ASI
ADCL SOTRAMES
SYLK INDUSTRIE
EVRARD ISOLATION
AVE MULTIMEDIA
SCML ISONOR
SEMUR
SPIRAL NORD
PACQUET SOLUTIONS D'EMPOTAGE
CIME
SOTEM
ETIMD
CIET
EMCS NORD
INDUSTEEL
HEXATECHNIC
SN ODI
SISE
POLYCHIM INDUSTRIE
ENTREPOSE INDUSTRIES
FOURE LAGADEC
CMI MAINTENANCE NORD
DILLINGER France
SITENOR

Transport / logistique

SOGETRA
METAUX EXPRESS
ARCELOR MITTAL LOGISTICS
BOLLORE PORTS DUNKERQUE
SOTRIMPEX
CONSERVERIE DES CINQ OCEANS
ROGERS INTERNATIONAL DISTRIBUTION SCES
GEODIS (BOURGEY MONTREUIL SIDERURGIE LORRAINE)

Industrie agroalimentaire et de production

DUNFRESH
DAMMAN FRANCK
NORD CEREALES
DEPOTS DE PETROLE COTIERS
TOTAL RAFFINAGE France
EURO DOCKS
CURRIE NORD
COURMAR
KAROVERT SHIPPING
LES LAMANEURS DU PORT DE DUNKERQUE
AGENCE MARITIME DELPIERRE
SISA
CHARCUTERIE DES FLANDRES
TRANSFUM PECHE
EURALIS
BRASSERIE DES DUNES DE FLANDRE
ALIPHOS
NORD BROYAGE LAFARGE HOLCIM
ALUMINIUM DUNKERQUE

Services aux entreprises Sécurité

INFO PLAN
DK HÔTESSE
TELEPERMANENCES
DUPLIX
AREXPO
ECO PRESTIGE
PHOTOCO'PRIM
SPEED COPY
ADT NORD
CAS
EVENT SECURITY
EAMUS CORD SECURITY

➜ Action 2 : Des actions d'ingénierie formation, au service des employeurs mobilisateurs d'Emplois d'Avenir ou de CDDI

Le Département Formation a poursuivi le montage d'actions de formation professionnalisantes **en cohérence avec les opportunités d'emploi sur le territoire pour les salariés en emplois d'avenir ou CDDI**.
Sur la CUD, ce dispositif s'appuie sur un fonds spécifique de 120 000 € dédié au cofinancement des formations des contrats aidés ; sur le territoire de la CCHF, il intervient en appui ingénierie, montage des formations.

Le bilan 2017 fait état de 40 employeurs mobilisateurs d'Emplois d'Avenir ou de CDDI bénéficiaires de l'ingénierie formation réalisée dans le cadre du fonds CUD.
Soit 158 salariés entrés en formation dont 146 (92 %) dans le cadre des 16 formations mutualisées par la MDE: 2 titres professionnels Agent d'entretien du bâtiment, 2 titres professionnel Agent de Propreté et d'Hygiène, 2 titres professionnel Assistant de Vie aux Familles, 2 titres professionnels Conseillers en Insertion Professionnelle (pour ces 4 titres pro, à chaque fois 1 en 2016 – 2017, 1 en 2017 – 2018), 1 titre professionnel Agent de Sécurité - SSIAP, 1 BPJEPS sport collectif, 1 formation Prise en charge de l'enfant, 1 formation Solier Moquettiste, 1 formation Employé Familial Polyvalent, 1 formation homme ou femme toutes mains, 1 formation Maintenance Hygiène des Locaux, 1 formation Prépa DILF. La chargée de projets assure aux employeurs un service d'appui à la mise en œuvre de parcours professionnalisants.

- Un service permanent de proximité, spécialisé en ingénierie pédagogique et financière de la formation ;
- Une interface pédagogique pour les négociations avec les organismes de formation ;
- Un contact permanent avec les financeurs OPCA, la région et l'Agefiph permettant d'informer les employeurs sur les différents leviers financiers mobilisables ;
- L'accès à des dispositifs de formation pour des publics de statuts différents via la mutualisation et le développement de plans d'actions combinés et pluri-financés.

Ce service est aussi utilisé comme un appui RH externe par les responsables et professionnels en contact.
Certaines actions de formation ont été élaborées en association avec des chargés de mission "filières métiers" d'Entreprendre Ensemble afin de rechercher la meilleure adéquation possible entre les compétences développées en formation et celles requises par les emplois à pourvoir sur le territoire.

Septembre 2017 - Remise de diplômes Titre Pro Conseiller en Insertion Professionnelle et Agent d'Entretien du Bâtiment / AFPA Dunkerque

Axe 2

Contribuer au développement local de l'emploi

➜ Action 1 : Promotion de l'alternance

Pour rappel, les actions de la Maison de l'Emploi portent sur la promotion de l'alternance, le développement des outils et moyens de préparation à l'emploi des publics et l'optimisation des actions de médiation à l'emploi.
La MDE dispose d'outils d'information sur l'alternance à destination des professionnels et des publics :

- **La cartographie des Centres de formation** du territoire Dunkerquois regroupe l'essentiel de l'offre de services Alternance du bassin Dunkerquois. Il permet d'un coup d'œil de repérer par thématique un centre de formation qui correspond à un besoin précis (formation, lieu, contact…)
- **Le Guide de l'alternance** : il reprend le contexte général des modalités de l'alternance et sert de guide synthétique pour les publics et conseillers.
- **L'agenda des manifestations** centralise toutes les actions proposées par les centres de formation (mercredis de l'apprentissage, forum, portes ouvertes…). Cet agenda est diffusé par mail aux professionnels du territoire pour informer les jeunes sur les types de sensibilisation possibles à l'instant T sur le territoire.

En 2017, 36 actions liées à la promotion de l'alternance ont été initiées sur le territoire. Ces actions ont concerné plus de 925 personnes.

➜ Les Réunions d'information collective

Elles sont prévues pour informer et sensibiliser le public au contexte de l'alternance et bien souvent aux conditions d'emploi d'un secteur d'activité. Ces RIC sont généralement délocalisées chez les partenaires de la formation et se déroulent quelquefois en présence des employeurs.

Pour l'année 2017, nous comptabilisons 20 réunions d'information collective qui ont rassemblé environ 225 personnes sur des thèmes :

- ➜ En lien avec l'environnement générique de l'alternance. Il s'agit d'informer le public sur le contexte de l'alternance (modalités des contrats, aides, cartographie de l'offre de formation…). Ces Informations Collectives sont nécessaires pour clarifier un projet en alternance et poursuivre l'orientation professionnelle. Les RIC sont bien souvent délocalisées chez les partenaires de la formation et se ponctuent par une visite du centre de formation.
- ➜ En lien avec des recrutements : ces actions sont générées sur la base d'un profil de recrutement et permettent aux publics d'accéder au process de recrutement d'une façon plus simple qu'une mise en relation sur offre. 2 RIC de recrutement ont été mises en place en 2017 pour 22 personnes dont une RIC en faveur des Demandeurs d'emploi en situation de handicap.

➜ Les Forums du territoire

Le Dk Job'alternance

Forum organisé par Entreprendre Ensemble en lien avec la Ville de Dunkerque

En 2017, pour la première fois, le forum s'est tenu au Kursaal de Dunkerque dans un espace de 1 200 m².

Objectif : promouvoir vers un large public les dispositifs liés à l'alternance en proposant d'associer une soixantaine de partenaires concernés par l'alternance autour de trois questions essentielles pour les demandeurs d'emploi :

- ➜ Comment je m'informe et me prépare à la recherche d'un contrat en alternance ?
- ➜ Quelles sont les entreprises offensives sur le champ de l'alternance ?
- ➜ Qui m'explique concrètement mon futur métier ?

Ce cadre de questionnements a guidé le schéma d'implantation de la manifestation :

Espace conseils : 10 stands présents sur le forum ont assuré la promotion auprès du public des aides et services disponibles pour favoriser la préparation à la recherche d'une entreprise, mis en avant les moyens pour se loger ou se déplacer et fait le point sur les aides diverses mobilisables autour de l'alternance (équipements, appuis financiers…)

Espace centres de formation et entreprises : enjeu important du forum, 32 CFA/Centres de formation, 9 Entreprises, 7 GEIQ et 3 Entreprises de Travail Temporaire ont eu l'occasion de communiquer sur les filières en alternance et conditions d'accès au travers de démonstrations métiers et ainsi susciter l'intérêt du public. Pour permettre une meilleure lisibilité de la multitude des métiers accessibles en alternance, nous avons souhaité répartir cet espace en 8 domaines d'activité.

Espace rencontres Jeunes/Entreprises spéciale alternance : organisées et animées par Proch'Emploi, en partenariat avec les Missions locales et le Pôle emploi, les rencontres avaient pour objectif de permettre un dialogue direct, en circuit court entre des chefs d'entreprise du BTP, de l'Industrie et de l'Hôtellerie-Restauration et des jeunes candidats motivés par l'alternance dans ces secteurs d'activité. Plus de 2000 personnes ont été comptabilisées. Les retours des partenaires et des publics à l'issue de la manifestation ont été largement positifs et ont encouragé à poursuivre en ce sens pour l'année 2018.

Enfin, l'objectif de fédérer l'ensemble des acteurs œuvrant sur l'axe alternance est également atteint.

Forums Afpi Région Dunkerquoise - CFAI - Mission Locale des Rives de l'Aa et de la Colme

Ces trois forums animés sur le territoire dunkerquois sont ceux sur lesquels une sensibilisation à l'alternance est particulièrement ciblée. Chaque année, Entreprendre Ensemble dispose d'un stand et propose son offre de services Alternance aux visiteurs.

➜ Les Ateliers de Préparation à l'Alternance

Entreprendre Ensemble met en place des Ateliers de Préparation spécifique à l'Alternance en accord avec ses partenaires de la formation pour :

- ➜ **Répondre favorablement à la demande des centres de formation qui observent dans leur accompagnement une part importante de jeunes ayant un potentiel pour l'alternance mais non ou peu préparés à la phase de mise en relation entreprise (CV, Entretien…) ;**
- ➜ **Bâtir un contenu d'Atelier de Préparation à l'Alternance validé par les partenaires et délocalisé au sein des centres de formation pour une co-animation du dispositif ;**
- ➜ **Proposer aux jeunes et aux Conseillers Mission Locale un outil recentré sur les étapes essentielles d'une préparation à l'emploi ;**
- ➜ **Associer au maximum les entreprises partenaires des centres de formation dans cette action (promotion du dispositif, participation aux simulations d'entretien…).**

La mobilisation du public pour alimenter les ateliers s'appuie sur un repérage des jeunes lors des phases d'information sur l'alternance animées par les centres de formation. La Mission Locale peut compléter un groupe avec ses propres prescriptions. L'atelier de préparation intègre 3 phases réparties sur 3 ½ journées avec un bilan final en présence du jeune pour la clôture :

- ➜ **Phase 1** : information sur le contexte du marché de l'emploi en lien avec la thématique du centre de formation. Les conditions d'emploi, obligations et démarches sont abordées lors de cette phase. Visite du centre de formation ou d'une entreprise.
- ➜ **Phase 2** : actualisation et frappe du CV. Préparation à la simulation de l'entretien d'embauche.
- ➜ **Phase 3** : mise en situation à l'entretien d'embauche.

Une quatrième phase est possible dans la mise en œuvre des Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) ou centre de formation pour compléter le parcours d'un jeune sur ce dispositif.

En 2017, 5 Ateliers de Préparation à l'Alternance ont permis à 37 personnes de se préparer à l'alternance.

La semaine de l'alternance spéciale publics e2c/Garantie Jeunes :

En 2017 et la première fois, Entreprendre Ensemble a décidé de mettre en place une action destinée à répondre aux offres d'emploi en alternance non pourvues. Cette "semaine de l'alternance" a suivi un processus sur trois journées déclinées en plusieurs étapes pour suivre la logique suivante :

- **Phase 1** : Je suis sensibilisé à l'alternance (Cadre + offres de formation) ;
- **Phase 2** : Je valide ou confirme mon projet professionnel en alternance (Filières/Métiers) ;
- **Phase 3** : Je me prépare à l'entretien individuel (CV, LM, Simulation) ;
- **Phase 4** : Je rencontre les centres de formation qui recrutent.

5 centres de formation de différents secteurs d'activité (commerce, restauration, espaces verts/horticulture, logistique/transport, bâtiment) ont réalisé une présentation de leur formation et leurs attentes "d'un bon candidat". 55 jeunes ont bénéficié d'entretiens individuels avec les centres de formation présents. Ce bilan est très positif car les partenaires de la formation ont apprécié l'organisation de cette semaine de l'alternance et des jeunes ont été repérés pour des mises en relation sur offres d'emploi en alternance.

➜ Action 2 : Gestion des Clauses d'insertion

Identifié comme facilitateur des clauses emploi pour le bassin d'emploi de Dunkerque, Entreprendre Ensemble a poursuivi son investissement dans l'utilisation de la commande publique comme levier d'emploi local.

Entreprendre Ensemble se positionne comme l'interface entre :

- **Les donneurs d'ordre** : *identification des opérations, calibrage de l'effort d'insertion, suivi des chantiers, etc.* ;
- **Les entreprises attributaires des marchés, les structures d'insertion par l'activité économique et les prestataires de l'emploi** (ETT, GEIQ…) : *conseils au recrutement, mobilisation et préparation des demandeurs d'emploi au regard des besoins en compétences, suivi des engagements, médiation avec le maître d'ouvrage en cas de difficultés rencontrées, etc.* ;
- **Les demandeurs d'emploi** : *mise en relation avec les entreprises, aide à la montée en compétences, suivi dans l'emploi, etc.*

En 2017, les clauses emploi ont permis de faire travailler 125 personnes pour un total de 33 167 heures, soit l'équivalent d'environ 34 ETP. 275 contrats ont été répertoriés au titre de l'année 2017, dont :

- 16 CDI : dont 13 CDI temps plein, 1 CDI temps partiel, 2 EAV CDI ;
- 42 CDD ;
- 19 contrats en alternance : dont 3 contrats d'Apprentissage et 16 contrats de Professionnalisation ;
- 153 contrats de Travail Temporaire : dont 141 CTT et 12 CTT d'Insertion ;
- 41 CDDI ;
- 4 contrats d'usage grâce aux collaborations avec les structures d'Insertion par l'Activité Économique.

➜ Action 3 : Compétences Sans Frontières

montage de plans d'action transfrontaliers dans le domaine de l'agro-alimentaire et du bâtiment (éco-construction, rénovation durable)

Entreprendre Ensemble, au titre de la MDE, s'est associée à cette action financée dans le cadre des fonds Interreg en tant que partenaire associé, le chef de file étant le POM, agence de développement économique de Flandre Occidentale.

Interreg France-Wallonie-Vlaanderen
Grenzeloos Competent
Compétences sans frontières

Autres partenaires associés : Entreprendre Ensemble, Pôle emploi, VDAB, Maison de l'Europe, Afpa, Triselec, CSIR, Agences intérimaires

Le territoire de la Flandre Occidentale compte 4 % de chômage et se trouve en recherche de main-d'œuvre pour assurer le développement économique de ses entreprises.

Le plan d'action, d'une durée de 4 ans à compter d'octobre 2016, comprend 5 modules : observatoire socio-économique, promotion des métiers, formation (développement d'une formation transfrontalière d'opérateur et de technicien de maintenance pour l'industrie agro-alimentaire et d'une formation transfrontalière isolation des murs et des toits), appui RH (soutien aux employeurs dans le recrutement de travailleurs frontaliers), communication.

L'objectif final étant d'amener les demandeurs d'emploi du Dunkerquois à se positionner davantage sur les opportunités d'emploi en Flandre Occidentale et d'amener les entreprises belges TPE, PME à recruter transfrontalier.

L'année 2017 a été rythmée de groupes de travail réguliers qui ont amené des premières actions concrètes en fin d'année 2017 et début de l'année 2018 :

- Développement de journées Découvertes secteurs agro-alimentaire d'une part, Bâtiment d'autre part : visite du job labo agro-alimentaire de Roulers (vitrine métier) ou centre de formation du VDAB le matin, visite d'une entreprise l'après-midi. Les 7 novembre 2017, 20 février 2018 d'une part, 12 décembre 2017, 3 mai 2018 d'autre part ; participation de 30 Français à ces journées.

- Invitation des partenaires du territoire à l'inauguration du job labo de Roulers (17 octobre 2017).
- Ingénierie préalable au montage de 2 formations transfrontalières mises en place en 2018 avec le soutien de la Région :
  - Conducteur d'Installation de Machines Automatisées, 12 places, AFPA : groupe complet, du 7 mars au 10 août
  - TP Maçon + Module de spécialisation "Techniques de base gros œuvre isolation par l'extérieur - briqueteur", AFPA, 12 places, de mi-juin 2018 à fin mars 2019. Groupe en cours de constitution.
- Contribution à la création d'un site dédié à l'emploi transfrontalier dans l'agro-alimentaire et le bâtiment, *Your future job*
- Sur le Dunkerquois, Entreprendre Ensemble a fait le lien avec les partenaires impliqués dans le projet Interreg Emploi Sans Frontières (chef de file : Pôle emploi, VDAB, Forem), ce qui a permis de diffuser tant auprès de publics que des acteurs emploi formation, l'ensemble de l'offre territoriale au service de l'emploi transfrontalier.
  - auprès des publics demandeurs d'emploi lors d'un forum préparé en 2017 et organisé le 1er février 2018 : 220 demandeurs d'emploi présents ;
  - auprès des acteurs emploi formation du territoire, les 13 et 20 avril : 58 professionnels présents.

Partenaires associés à ces événements : Pôle emploi, VDAB, Agence de Développement Économique de Flandre Occidentale, Maison de l'Europe, Maison de l'Initiative, CUD, AFPA, GRETA, Région, Espace Info Formation, 6 agences de Travail Temporaire belges.

- Contribution apportée à un *job dating* organisé par Pôle emploi et le VDAB à Furnes en lien avec des ETT belges dans le cadre du projet interreg Emploi Sans Frontières.

➜ L'offre de services

➜ La formation

Le Département Formation a pour objectif de **permettre l'accès à la formation des jeunes inscrits en Mission Locale et de renforcer leur qualification pour une meilleure insertion professionnelle**. Cette mission est assurée par une équipe de la Mission Locale de Dunkerque conventionnée par la Région en tant que Structure Locale d'Animation du Programme Régional de Formation sur l'ensemble du territoire du Bassin Emploi Formation. En articulation permanente avec les financeurs de formation, les organismes de formation et les autres prescripteurs, l'équipe met en œuvre l'ensemble du processus, de l'information des prescripteurs (offres, positionnements des publics) aux suivis et bilans finaux des actions.
Elle assure aussi la gestion centralisée de la prescription formation des publics et des offres de formation du Conseil Régional, de l'Agefiph et de Pôle emploi (actions tous publics). L'équipe du pôle formation utilise **un progiciel spécifique** piloté au siège et connecté aux antennes de proximité qui permet de mobiliser en temps réel les offres d'orientation et de formation financées par la Région, Pôle emploi ainsi que celles de l'Agefiph.
Le travail d'actualisation et de développement de l'outil informatique permettant l'information, la prescription et la gestion de la formation, s'est poursuivi en 2017.

➜ Évolutions spécifiques en 2017 Les programmes conventionnés

L'équipe du Département Formation a poursuivi en 2017 ses activités d'animation et d'**appui à la prescription des conseillers** sur l'offre de formation régionale ainsi que sur les autres offres conventionnées proposées aux publics jeunes sur le territoire. Les programmes conventionnés s'inscrivent dans le cadre du **Contrat de Plan Régional pour le Développement des Formations Professionnelles** redéfini depuis 2012.
Dans ce cadre, le Programme Régional de Formation (PRF) a eu pour objectifs de :

- ➜ Favoriser une politique d'accès à la certification comme moyen d'accès à l'emploi durable ;
- ➜ S'adresser prioritairement aux personnes les moins qualifiées dans une volonté de réduction des inégalités ;
- ➜ Renforcer les savoirs fondamentaux.

Le Programme Régional de Formation (PRF) rassemble l'ensemble des actions proposées par la Région pour la construction de parcours d'accès à la qualification et à l'emploi, à destination des demandeurs d'emploi.
S'agissant des dispositifs de formation mis à disposition des publics DE du territoire, on note une continuité des nouveaux dispositifs régionaux et nationaux initiés 2016 :

- ➜ Le plan "**500 000 formations** supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi" dispositif national décliné en régions a été prolongé au 1er semestre 2017.
- ➜ Proch'emploi (Région Hauts-de-France) dispositif dans lequel Entreprendre Ensemble s'est impliqué dès le début en 2016 (Pôle formation et Espace Info Formation).
- ➜ Le chèque Pass'formation (Région Hauts-de-France) et les Aides individuelles à la formation (AIF-Pôle emploi) dispositifs permettant l'individualisation des réponses en complément de l'offre collective du droit commun.

Tous ces dispositifs ont été mis en place dans des délais rapides s'ajoutant et s'imbriquant aux programmes conventionnés existants.

L'équipe a dû s'adapter en permanence pour s'approprier et intégrer l'ensemble des activités nouvelles qui en ont découlé tout en maintenant sa mission d'appui à la mise en œuvre des programmes conventionnés. Pour pouvoir assurer la promotion de cette offre massive, un plan d'action pour la mobilisation des conseillers et des publics a été défini à l'interne d'Entreprendre Ensemble et à l'externe en concertation avec les partenaires de la Région et de Pôle emploi.
L'équipe est aussi intervenue à plusieurs reprises en 2017 auprès des conseillers sur les nouvelles mesures reconduites, procédures et modalités de mise en œuvre des dispositifs (mobilisation du CPF*, chèque Pass'formation*, Aides individuelles à la formation…) ainsi que sur l'évolution de l'offre de formation. L'équipe a bénéficié de l'appui technique de l'Espace Info Formation pour les interventions sur les mesures.

Le Compte Personnel de Formation remplace depuis janvier 2015 le Droit Individuel à la Formation. C'est un Droit universel, attaché à la personne (actif), et non à son statut. L'individu est consommateur et financeur dans le sens où il va chercher un tiers payant pour des financements complémentaires.
** cf. réforme de la formation du 5 mars 2014*

Le dispositif Chèque PASS Formation
La Région accompagne les projets individuels de formation des demandeurs d'emploi, notamment dans le cadre de la démarche Proch'emploi. Il s'agit de permettre au bénéficiaire de l'aide d'accéder à une formation qualifiante ou menant à une certification (CAP, Bac, Titre Professionnel,…) en lien direct avec leur projet professionnel.
Le dispositif Chèque PASS Formation soutient **les projets individuels de formation des demandeurs d'emploi** visant :

- ➜ soit les métiers en tension et prioritaires,
- ➜ soit les projets de création ou de reprise d'entreprise,
- ➜ soit les projets de reprise d'activité suite à un licenciement économique.

La reconduction du plan "500 000 formations supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi".
Les besoins en formation dans les métiers en tension sont nombreux. Parmi les secteurs concernés :

- ➜ l'informatique ;
- ➜ le transport/logistique ;
- ➜ l'industrie ;
- ➜ les services aux entreprises ;
- ➜ le commerce et la vente ;
- ➜ l'hôtellerie/restauration et le tourisme.

➜ Se former pour retrouver du travail

La Région mise sur la formation pour accéder à l'emploi
Après des objectifs atteints en 2016, le plan 500 000 formations est reconduit au premier semestre 2017. Pour assurer sa réussite, la Région et Pôle emploi se sont mobilisés pour déployer des formations supplémentaires.

La Région veut augmenter le nombre de bénéficiaires
Dans le cadre de leur partenariat, la Région et Pôle emploi ont atteint les objectifs fixés pour les Hauts-de-France et se sont mobilisés en 2017 pour poursuivre leur effort, en proposant de nouvelles actions de formation, et ainsi augmenter le nombre de bénéficiaires. Pour la période du 1er janvier 2017 au 30 juin 2017, il s'agit de 43 829 entrées en formation : 28 168 entrées "habituelles" et 15 661 entrées supplémentaires.
Source : Conseil régional Hauts de France publié le 27 février 2017

En conclusion, face aux évolutions structurelles et conjoncturelles du secteur de la formation en cours, le pôle formation a continué à œuvrer en 2017 pour s'approprier les nouveautés et outiller et accompagner les conseillers pour mobiliser au mieux les dispositifs au profit des publics.
Ce travail d'adaptation de l'organisation locale sur la formation est toujours réalisé en concertation avec les financeurs et les opérateurs impliqués (Mission Locale, PLIE, Cap emploi, Pôle emploi).

Analyse des entrées en formation des publics jeunes en 2017
- ➜ En 2017, 877 jeunes ont intégré **1 028 mesures formation** contre 1 144 jeunes et **1 410 mesures formation en 2016**.
- ➜ **Le Programme Régional de Formation représente 332 mesures formation** réalisées en 2017 contre 611 en 2016.

On y retrouve **des formations réalisées dans le cadre de contrats aidés - Emplois d'avenir, Contrat d'Accès à l'Emploi** et celles financées par d'autres financeurs que la Région, Pôle emploi et l'Agefiph.

➜ Le Service Civique

Depuis 2015, Entreprendre Ensemble a été mandaté par la DDCS du nord pour assurer le rôle de "tiers de confiance", promotion et développement du service civique sur le littoral dunkerquois.
Cette mission a pour objectif de favoriser l'augmentation du nombre d'agréments, d'informer et de communiquer sur le dispositif, de mutualiser et faire réseau avec les partenaires du territoire. Au cours de l'année 2017, 61 structures ont été accompagnées par nos services pour le déploiement du service civique.

Cet accompagnement a permis le dépôt de 12 dossiers d'agrément, la diffusion de 13 offres de mission de service civique et la mutualisation de formation de type PSC1 et de formation civique et citoyenne. Pour ces formations, un partenariat a été engagé avec l'association "Horizon".

➜ L'Espace Info Formation (EIF) / Bureau information Jeunesse (BIJ)

L'année 2017 représente le dixième anniversaire de l'espace info formation.
L'EIF et le BIJ proposent un service complet d'accès renforcé à l'information en lien avec les antennes de la MDE et de la Mission Locale qui assurent un accueil de proximité sur le territoire de l'agglomération de Dunkerque. Ils se chargent de diffuser de la documentation destinée aux publics et aux conseillers en insertion. Chaque antenne dispose d'un lieu ressource à disposition du public : consultation internet, dépliants d'information, documentations…
Les objectifs de l'EIF et du BIJ sont de développer une information-documentation sur l'ensemble du territoire du bassin d'emploi de Flandre maritime, permettre aux publics de disposer d'un premier niveau d'information et d'une réorientation spécialisée vers les services concernés et de proposer une offre de services correspondant aux besoins des publics de notre territoire.
Il est à noter qu'un accueil Proch'emploi est réalisé par l'EIF depuis 2016 et maintenu en 2017.

Au cours de l'année 2017, 15 jours ont été consacrés à l'accueil Proch'emploi pour 63 personnes accueillies sur leur droit à la formation.
Pendant cette même période, 958 personnes, en demande d'information, ont bénéficié des services de l'EIF et du BIJ.
10 % de ces personnes avaient moins de 26 ans.
Un équilibre homme / femme est à noter.
La majorité de ces personnes sont en situation de demandeur d'emploi.

- ➜ 45 animations collectives ont été mises en œuvre pour un total de 408 personnes.
- ➜ 15 zooms métiers (atelier de découverte) sur les thématiques du BTP, de l'industrie, de la logistique, du social, du service à la personne, de la restauration ou encore du transport.
- ➜ 19 ateliers liés au marché de l'emploi du territoire
- ➜ 5 présentations de l'EIF et BIJ et des outils d'information.

➜ Bonus ville

Les effets de cette action sont essentiellement attendus dans le domaine de la cohésion sociale et de la solidarité par l'implication à la vie de la cité par la connaissance des jeunes de la vie associative.
Par le biais du dispositif, nous valorisons les compétences des jeunes.

Bonus ville est une action permettant de recruter des jeunes de moins de 25 ans pour des missions de courtes durées (1/2 à 5 jours) lors de manifestations ou d'événements organisés par les communes de Dunkerque ou de Leffrinckoucke afin d'assurer des tâches liées à la logistique, la manutention, l'animation ou encore de l'encadrement.

- 79 jeunes différents ont participé à l'action bonus ville au cours de l'année 2017.
- 39 offres d'emploi ont été diffusées pour un total de 139 postes.
- Un total d'heures effectives de 1 448 heures pour un coût financier de 25 560 €.

➜ La vie quotidienne

La santé

La santé est abordée au travers de l'accès au droit, notamment la carte Vitale et la CMU; de l'accès aux soins, par le biais des bilans de santé; de l'information, de la sensibilisation et de la prévention.

Dans le cadre du "partenariat avec l'assurance maladie" mis en place en septembre 2016, 364 jeunes ont rempli le questionnaire Parcours Santé Jeunes et 296 ont été orientés vers un bilan de santé. L'Assurance Maladie est intervenue deux fois en réunion zone adultes en octobre et a formé 39 salariés d'Entreprendre Ensemble au parcours santé jeunes et à son offre de services.

Des actions de sensibilisation se sont déclinées: une action pour la **prévention des addictions "Paroles de Jeunes"** (1 groupe de 13 jeunes), une action **"Santé Réussite"** (120 jeunes ont bénéficié de l'action) pour travailler sur les compétences psychosociales et le bien être.

Le logement

Développement du partenariat Logement avec l'intervention d'ARELI en réunion de zone d'octobre et signature d'une convention de partenariat avec SOliha pour avoir accès à son offre de services.

Parcours vacances

En 2017, 64 bourses pour 88 jeunes, d'un montant de 180 € ont été accordées. Ils proviennent de l'association "Vacances Ouvertes", et d'un partenariat avec l'ANCV, soit un montant de 11520 €.

➜ Équipe ton Parcours (ETP)

ETP a pour finalité de favoriser la mobilisation des publics dans leurs parcours et d'appuyer les conseillers dans l'élaboration du diagnostic par des préconisations.

- Une animation collective en complémentarité de l'accompagnement individuel
- L'apport d'un regard extérieur sur les parcours des personnes

La diffusion d'informations auprès des publics contribuant à leur permettre de s'approprier leurs parcours.
Une offre de services avec plus de souplesse, "à la carte", régulière et anticipée.

Au cours de l'année 2017 :

- Module **"diagnostic personnel et professionnel"**: 17 modules "diagnostic personnel et professionnel" se sont déroulés entre janvier et décembre 2017 pour 124 participants.

- **Autres modules (CV, lettre, simulation, DISC, Zoom métiers, info formation):** 43 modules animés par Entreprendre Ensemble (173 participants), 7 modules animés par nos partenaires: **Sophrologie, Communication** (56 jeunes et 14 adultes participants).
- **Formation appropriation du module "diagnostic personnel et professionnel"**: 4 CIP formés.
- **Formation appropriation du module "Mieux se connaître pour mieux communiquer-DISC"** : 8 CIP formés.
- **Des structures partenaires qui prescrivent sur l'action**: Jeunes sortants d'EAV, Jeunes et Adultes en CDDI (AFEJI, Régie de quartier, ACL Proxi Pol, CETIDE), Jeunes en service civique (Unis cité, CUD, ADUGES, ville de Dunkerque).

L'Entrepreneuriat

En réponse aux orientations de la Communauté Urbaine de Dunkerque, Entreprendre Ensemble s'est intégré à la dynamique territoriale qui place l'entrepreneuriat au cœur du développement économique. Ainsi en 2017, Entreprendre Ensemble est devenu membre actif de La Turbine et a créé un département dédié à la thématique "Entrepreneuriat".
C'est donc en cohérence avec les orientations de la Communauté Urbaine de Dunkerque que, le Département Entrepreneuriat d'Entreprendre Ensemble s'est structuré autour de trois pôles d'activité : le pôle Culture Entrepreneuriale, le pôle Économie Sociale et Solidaire et le pôle Innovation.

Cartographie des dispositifs portés par le Département Entrepreneuriat

Le Pôle culture entrepreneuriale

Le pôle Culture Entrepreneuriale a été créé en 2017 avec une vision de l'entrepreneuriat centrée sur l'humain et sur sa capacité à se mettre en action. Pour Entreprendre Ensemble, l'entrepreneuriat est avant tout un état d'esprit, une manière de réfléchir et d'agir qui amènera nos usagers à atteindre leurs objectifs de manière autonome. Le pôle Culture Entrepreneuriale se donnera donc pour objectif de développer cette autonomie en accompagnant à l'émergence et à la structuration d'idées qui pourraient aboutir à une création d'activité économique.
Le pôle Culture Entrepreneuriale portera, dès 2018, trois dispositifs distincts et complémentaires permettant un accompagnement global des porteurs de projets que nous accueillons.

La Turbine

Impulsée par les États Généraux de l'Emploi Local, La Turbine regroupe l'ensemble des acteurs de la création d'entreprises autour d'une dynamique commune : la création d'activités et d'emplois sur le territoire dunkerquois.
Elle s'est fixé deux missions principales : changer les mentalités sur l'entrepreneuriat en la valorisant comme une véritable voie professionnelle et en développant une culture entrepreneuriale au sein de la population.
La Turbine en clin d'œil au caractère industriel du territoire, compte à ce jour une trentaine de structures ayant pour objectif d'apporter une aide, de faciliter les démarches, ou de mettre à disposition des ressources techniques d'aide à la création d'entreprise.

L'esprit d'Entreprendre

Imaginé en 2017, "L'Esprit d'Entreprendre" sera un programme d'action constitué d'ateliers et de mises en situation permettant le développement des qualités entrepreneuriales.

L'Esprit d'Entreprendre est structuré comme un accompagnement complet et renforcé alliant la connaissance de soi et l'exploration professionnelle en cinq étapes :
- 1. **Mobilisation** : Mieux se connaître en tant que porteur de projets.
- 2. **Idéation** : Définir précisément son idée, savoir en parler et la confronter.
- 3. **Validation** : Découvrir l'environnement de son projet, le secteur d'activité, les métiers ;
- 4. **Initiation** : découverte des outils et acquisition des compétences nécessaires à la gestion d'une activité ;
- 5. **Décision** : Passer à l'action, planifier son projet, orientation vers les dispositifs pertinents.

Ce dispositif, né d'un partenariat avec l'association Horizon, est réservé aux jeunes issues des quartiers prioritaires sera mis en œuvre dès 2018.

L'association "Horizon"

En juin 2017, Entreprendre Ensemble et Horizon ont signé une convention de partenariat ayant pour objectif l'accompagnement renforcé des jeunes issue des quartiers prioritaires.
Créée en 2014, l'association Horizon envisage les jeunes des quartiers prioritaires comme une ressource de personnes en projet, et non "en difficulté". Ainsi, elle se donne pour mission de donner les clés qui permettront aux jeunes résidant dans ces quartiers de comprendre le contexte économique et social dans lequel ils évoluent.
Pour l'association Horizon, les jeunes des quartiers doivent pouvoir développer leur capacité d'agir afin d'être auteurs de la définition de leurs besoins et les coproducteurs des réponses à leur apporter.
Également membre de La Turbine, Horizon promeut la culture entrepreneuriale en favorisant le développement d'attitudes, de compétences et d'habiletés, profitables non seulement aux entrepreneurs de demain, mais également à l'émergence des citoyens engagés.
Ainsi, en partenariat avec Entreprendre Ensemble, Horizon vise à stimuler le goût pour l'initiative économique, en favorisant l'émergence d'une multitude de créateurs.

➜ Le Groupement de créateurs

Le Groupement de créateurs est un dispositif national permettant l'émergence et la formalisation des idées grâce à un accompagnement basé sur la méthodologie de projet. Composée d'entretiens, d'ateliers collectifs et de temps de travail en autonomie, la phase d'émergence du Groupement de créateurs permet de définir et valider son idée, selon quatre étapes :

- 1- Mieux se connaître en tant que porteur de projet ;
- 2- Définir précisément son idée ;
- 3- Découvrir l'environnement de son projet ;
- 4- Vérifier l'adéquation entre la personne et son projet.

Ce dispositif débutera dès 2018 et concernera tous les publics accompagnés par Entreprendre Ensemble.

➜ Le Comité Local d'Aide aux Projets (CLAP)

Le CLAP de l'arrondissement de Dunkerque est un outil pédagogique au service des jeunes de 16 à 30 ans qui s'appuie sur une démarche d'accompagnement permettant à des jeunes de réaliser leur projet de création d'entreprise, en vue de leur insertion sociale et professionnelle. Ainsi, le CLAP s'attache à accueillir et accompagner les jeunes de façon personnalisée dans toutes les phases de réalisation du projet. La méthodologie développée par les CLAP conduit les jeunes à présenter personnellement leur projet et à réaliser leur projet de création d'entreprises. Le CLAP peut éventuellement décider de soutenir financièrement les projets accompagnés.

Ce dispositif concerne tous les jeunes de 16 à 30 ans, demandeurs d'emploi, habitant ou ayant un projet de création d'entreprises sur le territoire de l'arrondissement de Dunkerque

En 2017, le pôle Culture Entrepreneuriale a accueilli 98 porteurs de projets et accompagné 39 projets.

➜ Le pôle Économie Sociale et Solidaire

L'Économie Sociale et Solidaire englobe toutes les activités économiques porteuses de sens qui ont à cœur la solidarité, le bien-être humain et le respect de l'environnement.

Le pôle Économie Sociale et Solidaire vise :

- 1- à accompagner les porteurs de projets dans leurs démarches de création d'activité à impact social ;
- 2- à promouvoir l'ESS sur le territoire de la Communauté Urbaine de Dunkerque ;
- 3- à animer le club de l'Économie Sociale et Solidaire du dunkerquois.

➜ Émergence ESS

Émergence ESS est un dispositif d'accompagnement des porteurs de projets ESS dans la création, le développement et la mise en œuvre de leurs projets. L'accompagnement proposé par Entreprendre Ensemble permet de conseiller le porteur de projet et d'orienter les démarches à effectuer afin de l'aider à développer ou créer son activité. L'accompagnement permet la mise en place un plan d'action abordant des thématiques tel que, la gestion des emplois, la structuration financière, la gouvernance, l'organisation administrative et la communication.

Émergence ESS se propose également de suivre les projets existants dans une démarche de pérennisation des activités. En 2017, le dispositif Émergence ESS d'Entreprendre Ensemble a intégré le Réseau Tremplin Hauts-de-France.

➜ *Le Réseau Tremplin Hauts-de-France*

En 2017, avec l'appui de la CRESS Hauts-de-France, toutes les structures d'accompagnement de projets en Économie Sociale et Solidaire en Hauts-de-France se sont rapprochées afin de poser les bases d'un nouveau réseau régional : le Réseau TREMPLIN Hauts-de-France. Entreprendre Ensemble est un des membres fondateurs de ce réseau qui partage la conviction que l'accompagnement ESS constitue un métier à part entière nécessitant des compétences spécifiques liées aux caractéristiques de l'ESS : Pluralité de porteurs de projets, utilité sociale des initiatives, connexions aux politiques publiques, interactions avec le territoire, gouvernance partagée, modèles économiques à inventer, positionnement stratégique complémentaire et non concurrentiel.

➜ Promotion ESS

Entreprendre Ensemble assure la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire sur le territoire de l'agglomération dunkerquoise, notamment en coordonnant le Mois de l'ESS et en organisant des animations tout au long de l'année.

Le mois de l'ESS

Le Mois de l'ESS constitue une vitrine de l'ESS qui permet d'accroître sa visibilité auprès des acteurs, des partenaires, des institutions, du grand public à travers notamment :

- des manifestations de toute nature : portes ouvertes, visites d'entreprise, conférences, forums, etc. ;
- des manifestations dans tous les secteurs d'activité : services à la personne, culture, sport, insertion, développement durable, entrepreneuriat ;
- une médiatisation locale ;
- mobilisation des acteurs ;
- appui à l'organisation de manifestations, appui méthodologique ;
- élaboration d'un programme du mois.

Les réunions d'information collective

Entreprendre Ensemble invite régulièrement les acteurs de l'ESS à des réunions permettant de les informer sur différentes thématiques comme : les financements des projets, les bonnes pratiques, la communication, etc.

➜ Le club ESS du Dunkerquois

Le Club de l'Économie Sociale et Solidaire du Dunkerquois regroupe un ensemble de structures (17 en 2017) dont l'activité repose sur des valeurs et des principes communs : utilité sociale, coopération et ancrage territorial adapté aux nécessités de ses habitants. Les activités des structures membre du CLUB ne visent pas l'enrichissement mais le partage et la solidarité pour une économie respectueuse de l'Homme et de son Environnement.
Le Club de l'Économie Sociale et Solidaire du Dunkerquois a pour vocation d'améliorer la visibilité de l'ESS sur le dunkerquois et de développer l'activité économique des membres.

En 2017, le pôle Économie Sociale et Solidaire a accueilli 53 porteurs de projets et accompagné 17 projets. Le Club de l'ESS comptait 17 membres.

➜ L'innovation

➜ INNOV'

Entreprendre Ensemble donne les moyens à chaque collaborateur d'exprimer son idée de projet. Le dispositif propose un appui technique à la structuration des idées, à la formalisation des demandes de financement et à la réalisation de projets portés par les collaborateurs. Aussi, un accès spécifique sur l'Intranet d'Entreprendre Ensemble permet une visibilité sur l'état d'avancement des idées diffusées.

➜ S'Entreprendre

Entreprendre Ensemble a pour objectif de diffuser de manière transversale la méthodologie de projet dans les démarches professionnelles. Celle-ci permettra aux collaborateurs de renforcer l'accompagnement du public dans une dynamique de projet en faveur de leur parcours d'insertion professionnelle.

➜ Orientations 2018

➜ Orientations générales

- ➜ Méthode d'accompagnement commune sur l'ensemble du territoire ;
- ➜ Renforcement du rôle des managers dans le fonctionnement de l'association ;
- ➜ Renforcement de la fonction Information et Orientation professionnelle ;
- ➜ Utilisation d'outils de développement personnel ;
- ➜ Intégration des outils numériques dans la démarche d'accompagnement ;
- ➜ Création de la notion de S'entreprendre ;
- ➜ Poursuite de la démarche INNOV' au sein de l'association ;
- ➜ Optimisation de l'agilité de l'organisation ;
- ➜ Pilotage par un management par objectifs et par projets ;
- ➜ Développement de nouveaux outils avec les partenaires ;
- ➜ Recherche de nouvelles sources de financement ;
- ➜ Instauration d'une évaluation par les usagers et les entreprises ;
- ➜ Engagement en tant qu'employeur dans le cadre de la charte "Entreprises et Quartiers".

➜ Département Accompagnement

- ➜ Élaborer et piloter des projets d'antenne ;
- ➜ Développer des partenariats sur chaque territoire ;
- ➜ Améliorer les indicateurs d'accompagnement des jeunes à moins de 3 mois ;
- ➜ Impliquer les conseillers dans la mise en œuvre de la Garantie Jeunes ;
- ➜ Promouvoir le dispositif e2c auprès des jeunes ;
- ➜ Développer une offre de services pour les jeunes diplômés ;
- ➜ Renforcer notre engagement dans les quartiers prioritaires ;
- ➜ Améliorer les taux de sortie à l'emploi sur la Garantie Jeunes et les Emplois d'Avenir.

➜ Département offre de services / Formation

- ➜ Formaliser l'approche par compétences à l'e2c ;
- ➜ Renouveler la labellisation du Point Information Jeunesse par la DDCS du Nord ;
- ➜ Travailler sur la mobilité physique et psychologique ;
- ➜ Assurer la mise en œuvre d'une charte de qualité de service afin de préparer nos publics à une entrée en formation qualifiante ;
- ➜ Créer des ateliers liés à l'orientation professionnelle ;
- ➜ Publier le Programme Régional de Formation sur le site EEDK.fr ;
- ➜ Proposer des actions de lutte contre la fracture numérique ;
- ➜ Informer les professionnels de l'insertion des évolutions des besoins des entreprises et des métiers ;
- ➜ Développer un partenariat avec les acteurs du logement social ;
- ➜ Recenser les besoins en formation des personnes accompagnées ;
- ➜ Poursuivre la promotion des services civiques ;
- ➜ Favoriser la création de parcours de formation au sein des structures de l'Insertion par l'Activité Économique.

➜ Département Entrepreneuriat

- ➜ Développer l'appui aux porteurs de projets ;
- ➜ Développer un accompagnement à l'idéation ;
- ➜ Expliciter les dispositifs par des médias nouveaux ;
- ➜ Proposer de nouvelles méthodologies d'accompagnement ;
- ➜ Créer un espace de co-working ;
- ➜ Développer les partenariats ;
- ➜ Contribuer à la dynamique entrepreneuriale du territoire ;
- ➜ Structurer le Département Entrepreneuriat ;
- ➜ Contribuer au développement de la "Communauté Entrepreneuriale" ;
- ➜ Préparer l'intégration à "La Maison de l'Entrepreneuriat - La Turbine" ;
- ➜ Renforcer la visibilité de l'Économie Sociale et Solidaire ;
- ➜ Soutenir les initiatives des collectivités.

➜ Département Emploi

- ➜ Recentrer les actions de captage ;
- ➜ Renforcer les actions de communication sur les métiers, leurs évolutions et les actions de préparation des publics, à l'interne et avec les partenaires ;
- ➜ Poursuivre l'accompagnement des clauses emploi ;
- ➜ Diversifier les modalités de mise en œuvre des clauses ;
- ➜ Développer des actions transfrontalières.

entreprendre ensemble

66, rue des Chantiers de France
BP 79005
59951 DUNKERQUE CEDEX 1

Tél. 03 28 22 64 00
site : www.eedk.fr

photos : Entreprendre Ensemble